



France Travail AUVERGNE-RHÔNE-ALPES Indicateurs conjoncturels

28 juillet 2026



Service Statistiques, Etudes et Evaluation



- **L'emploi** recule légèrement au 1^{er} trimestre 2026 (-0,1%)
- **Le taux de chômage** est en hausse au 1^{er} trimestre 2026 et s'établit à 7,0 % (+0,1 point)
- 242 300 **embauches** au 2^{ème} trimestre 2026 (DPAE de plus d'un mois, hors intérim), en baisse de – 9% par rapport à l'année précédente
- 41 700 **offres collectées** en juin 2026, en hausse de +7% par rapport à juin 2025
- **640 790 demandeurs d'emploi en catégories A, B ou C** au 2^{ème} trimestre 2026* :
 - + 1,0% en catégories A, B ou C (soit + 6 450)
 - + 0,7% en catégorie A (soit + 2 380)
 - + 1,4% en catégories B ou C (soit + 4 070)

**afin de pouvoir établir des comparaisons temporelles sur des champs « comparables » il est proposé des séries dites « contrefactuelles » (soit hors BRSA, jeunes en AIJ-CEJ-FT et jeunes en Milo) dont voici les évolutions au 2^{ème} trimestre 2026 :*

- + 0,4% en catégories A, B ou C
- + 0,0% en catégorie A



- La conjoncture économique en France
- L'emploi (*emploi salarié, intérim, DPAE, offres*)
- Le taux de chômage
- La demande d'emploi
- Le chômage indemnisé
- Les bénéficiaires du RSA inscrits à FranceTravail

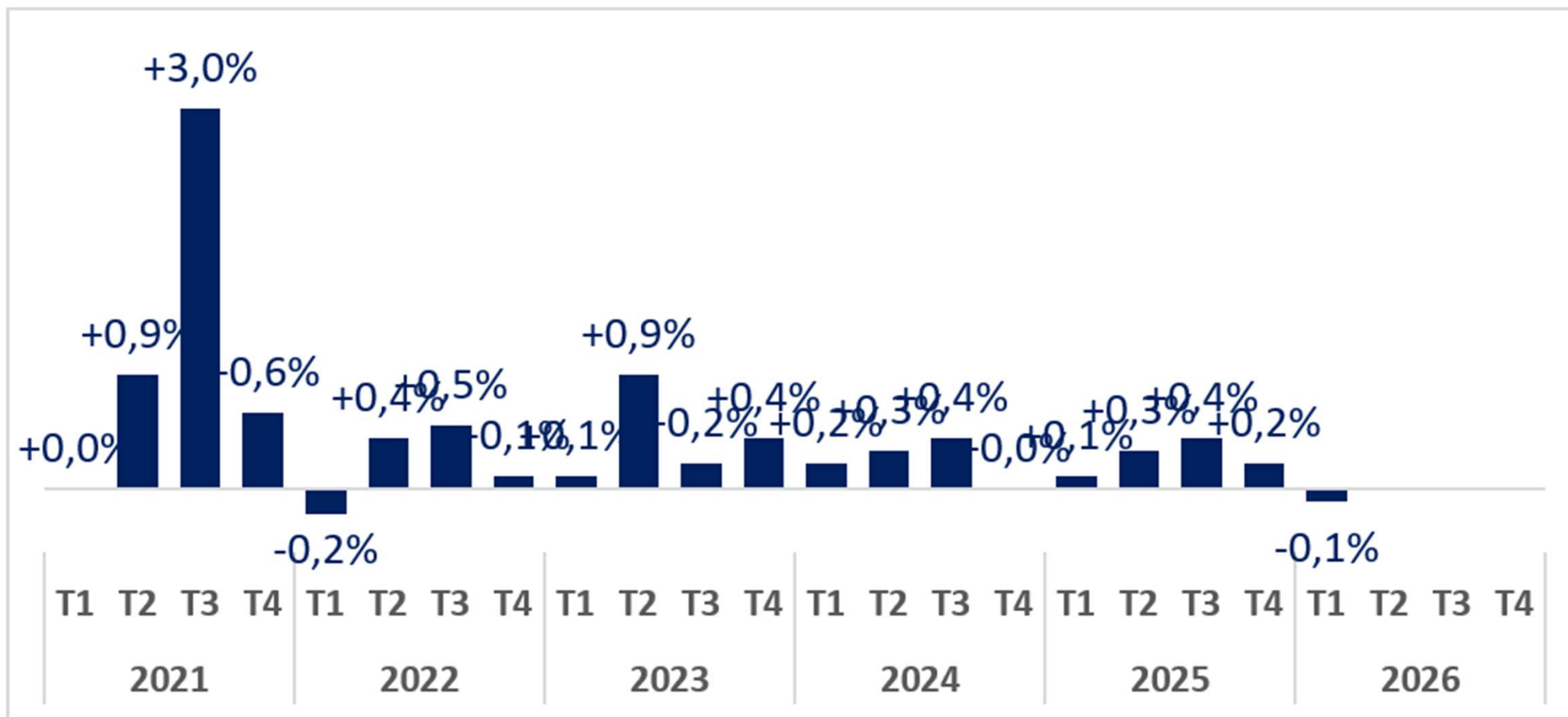


LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN FRANCE



Au 1^{er} trimestre 2026, le PIB se replie légèrement (-0,1 %)

Evolution trimestrielle du PIB en France





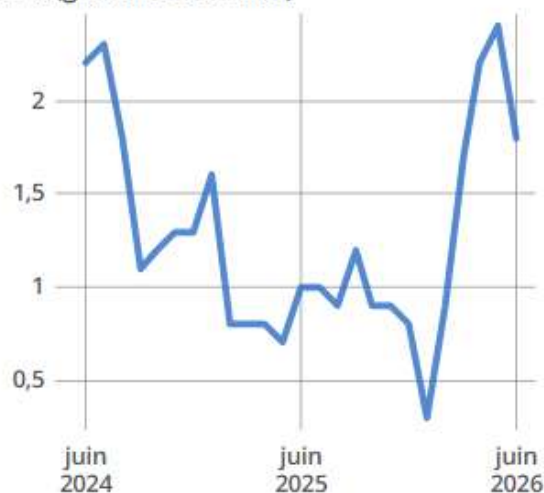
L'inflation, la consommation des ménages et le climat des affaires en hausse, la production industrielle en baisse

Inflation

juin 2026 : +1,8 %

**En hausse
(annuelle)**

en % (glissement annuel)

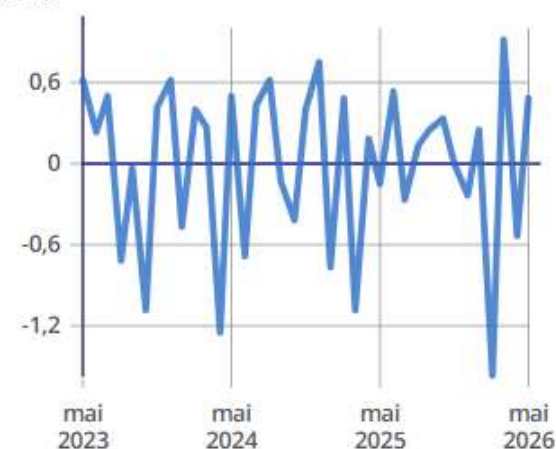


Consommation des ménages en biens

mai 2026 : +0,5 %

En hausse

en %

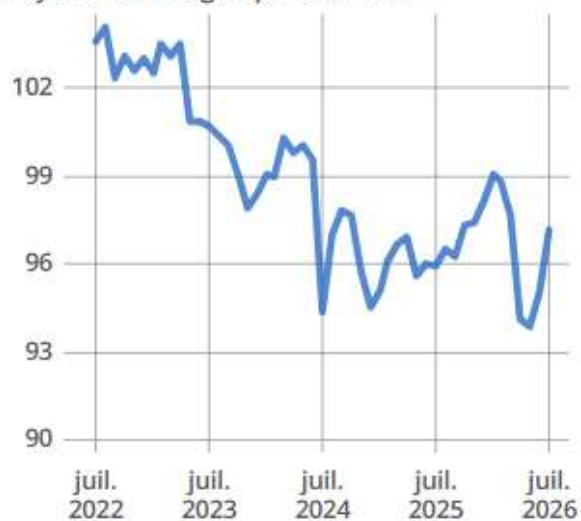


Climat des affaires

juillet 2026 : 97

En hausse

moyenne de longue période=100

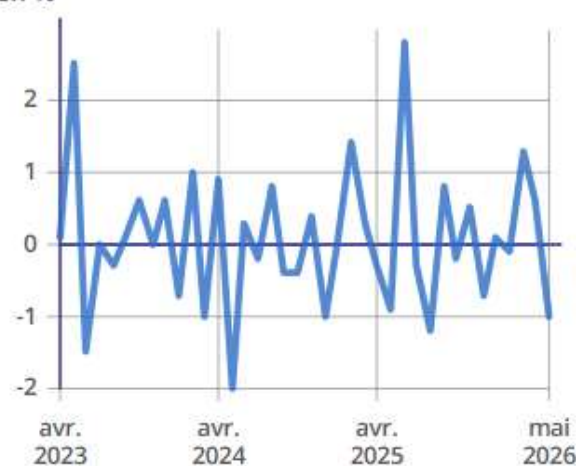


Production industrielle (manufacturière)

mai 2026 : -1,0 %

En baisse

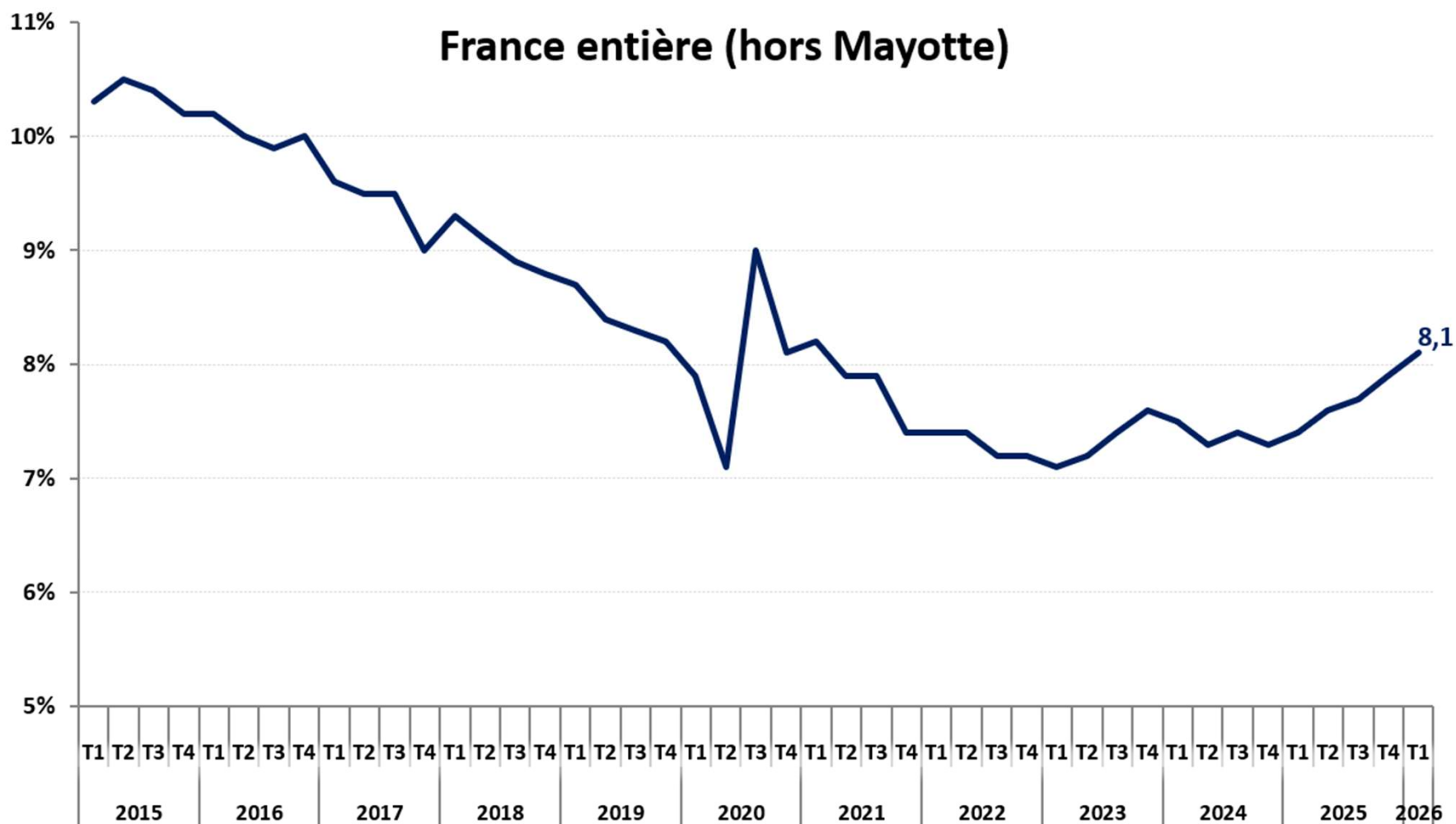
en %





Au premier trimestre 2026, le taux de chômage en France augmente de 0,2 point et atteint 8,1 %

Taux de chômage au sens du BIT





L'EMPLOI EN AUVERGNE- RHÔNE-ALPES

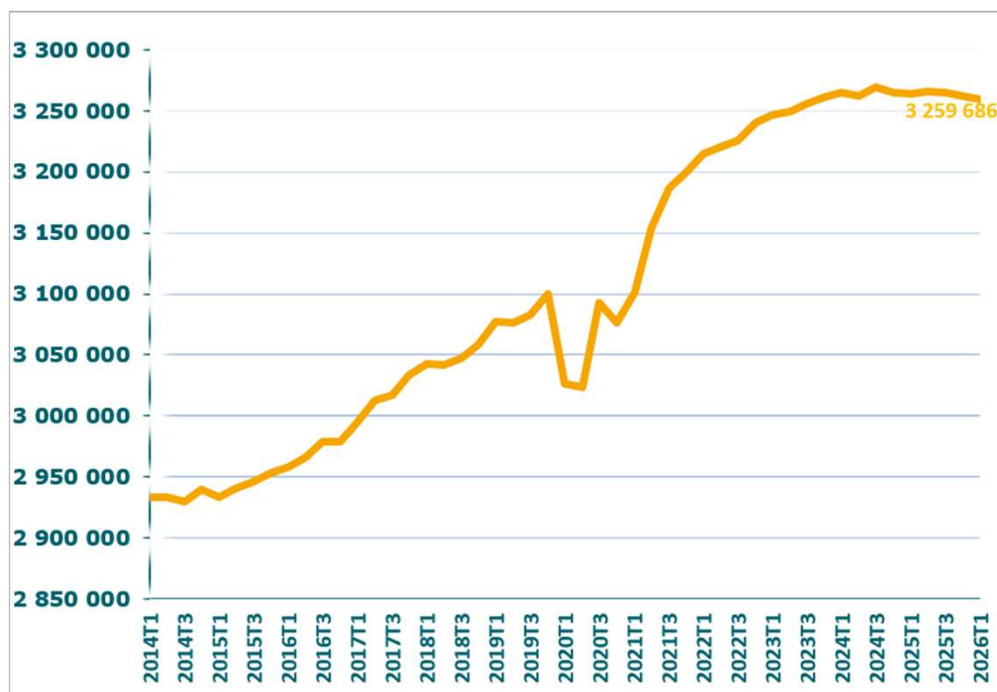


L'emploi salarié recule légèrement au 1^{er} trimestre 2026

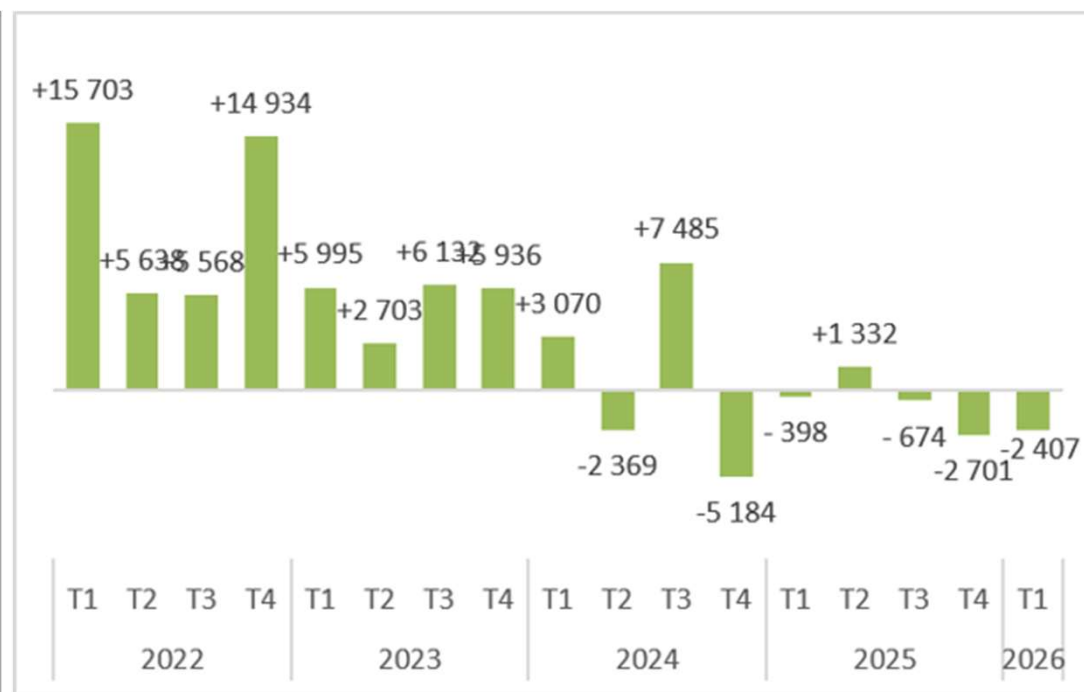
Au 1^{er} trimestre 2026, en région Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié recule de -0,1% par rapport au trimestre précédent (contre - 0,0% en France), soit - 2 410 postes.

Sur un an, l'emploi régional recule légèrement: - 0,1%, soit - 4 450 postes (contre -0,2% en France)

Emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes

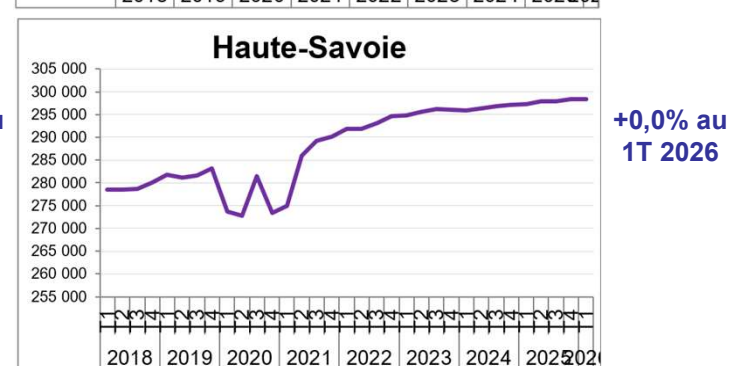
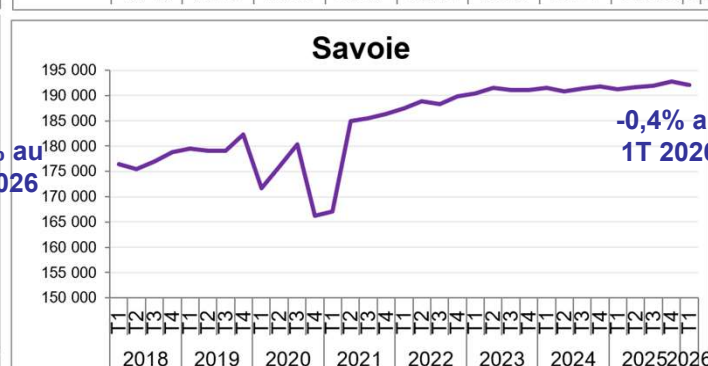
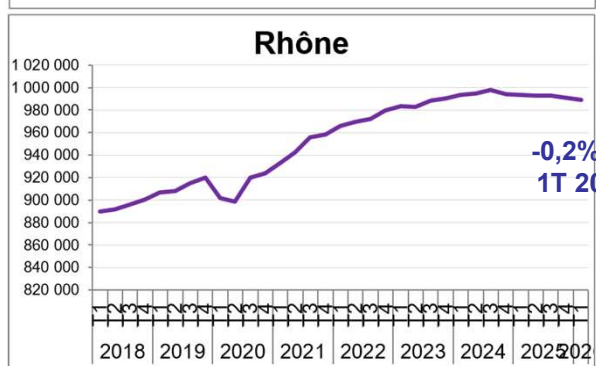
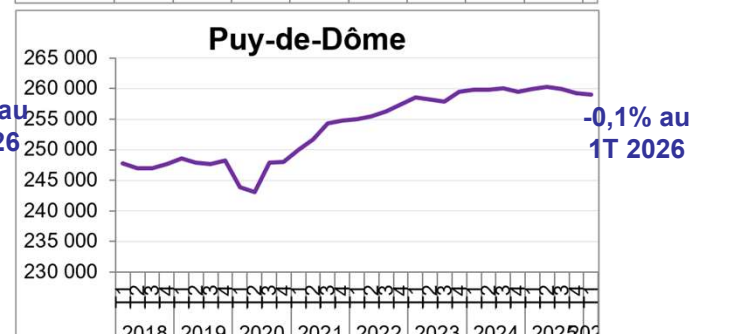
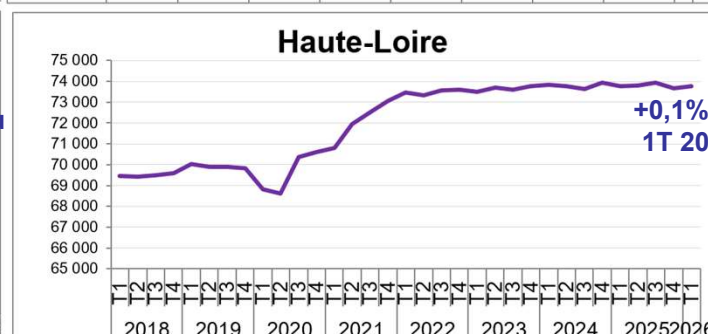
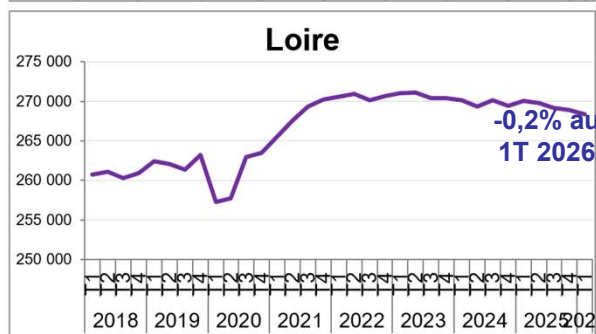
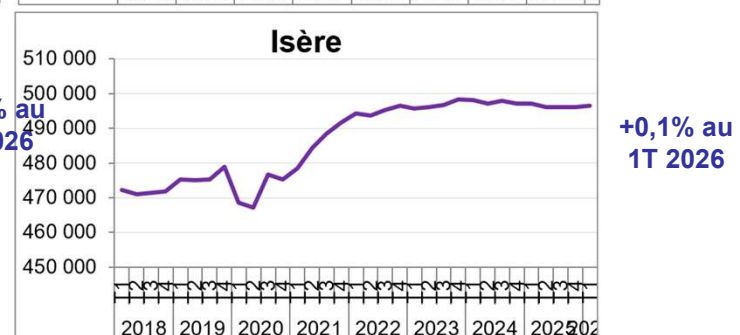
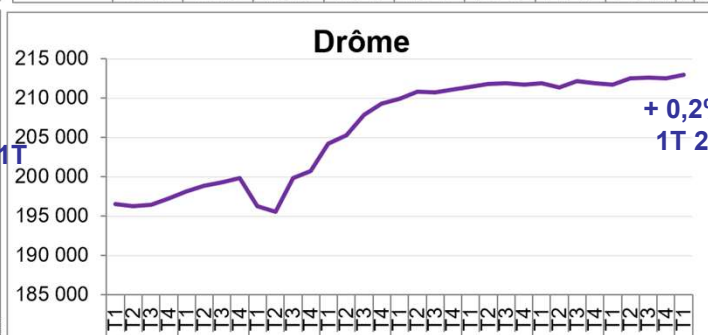
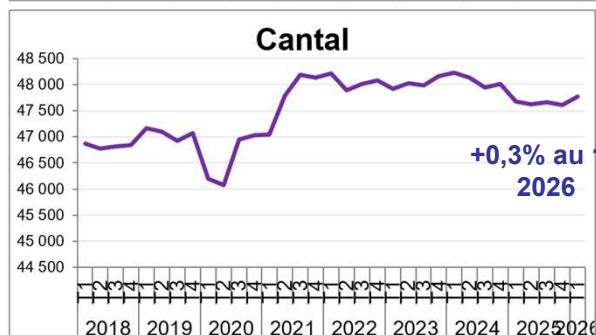
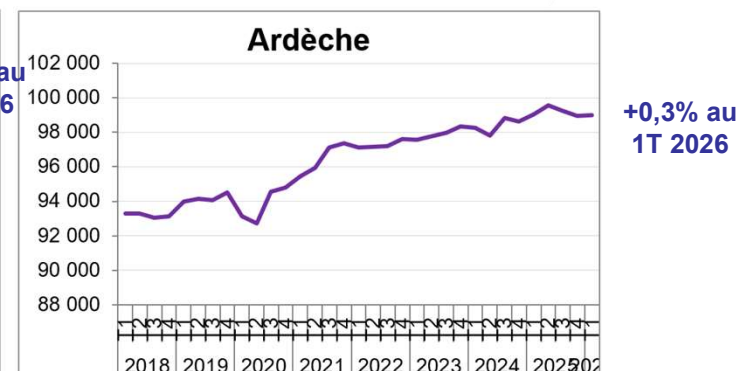
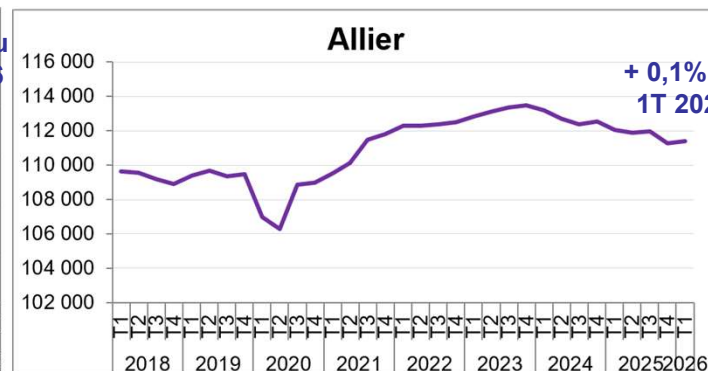
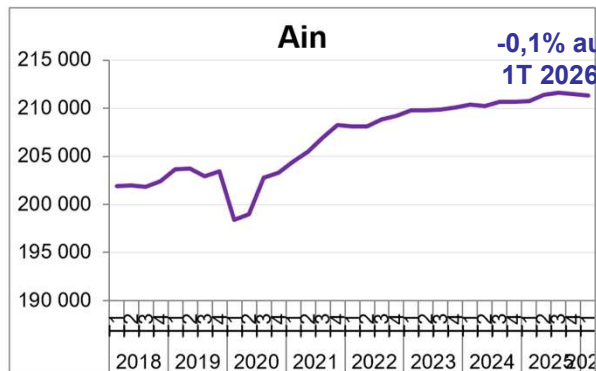


évolutions trimestrielles des effectifs salariés



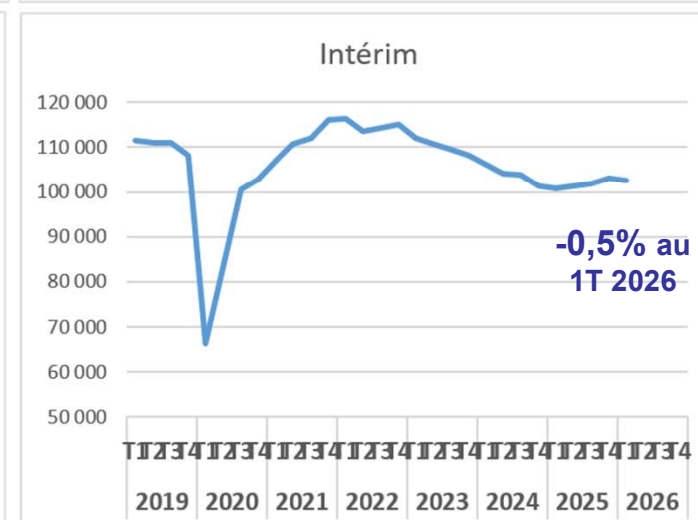
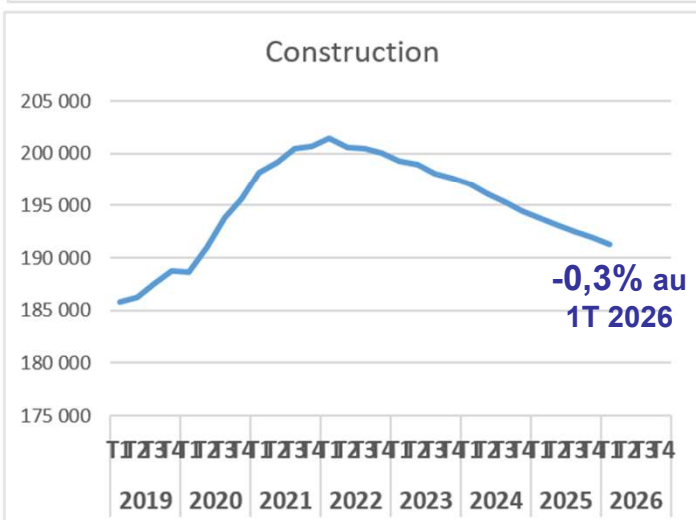
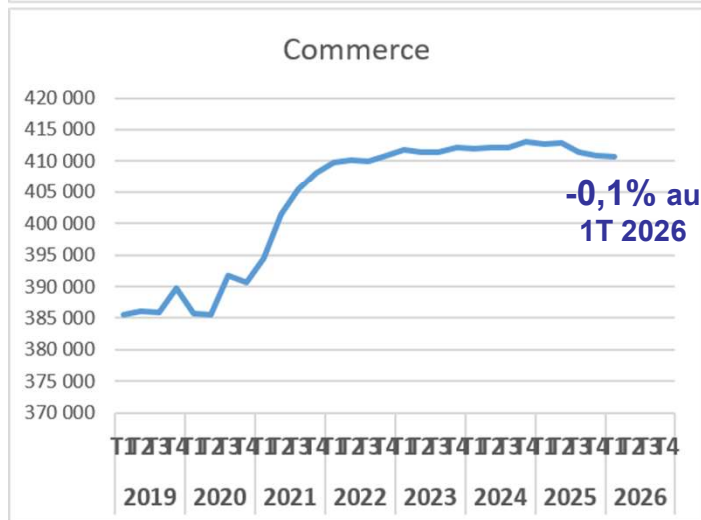
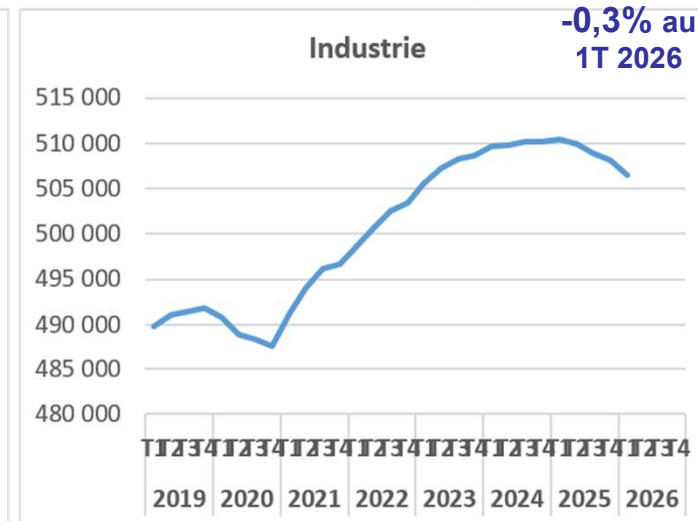
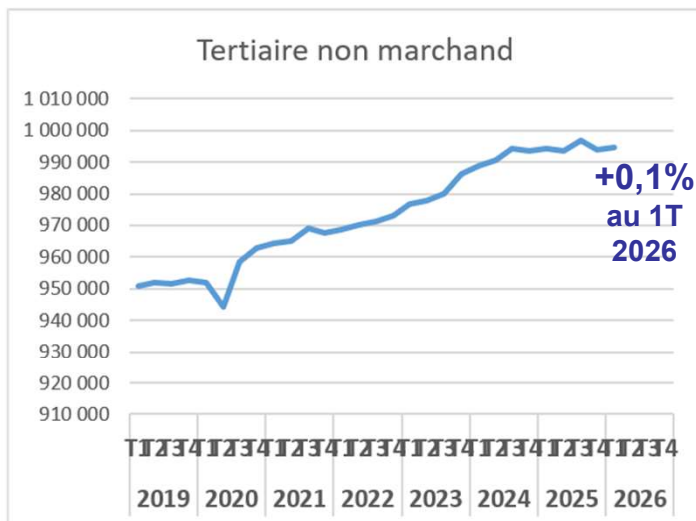
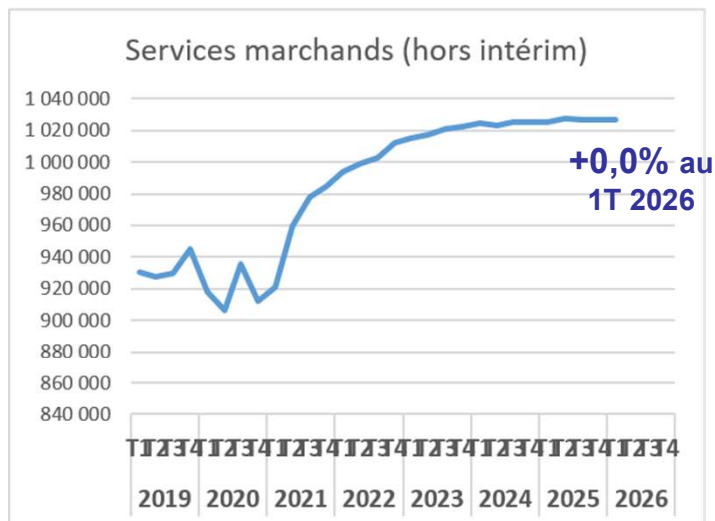


L'emploi salarié recule dans cinq des douze départements au cours du 1er trimestre 2026





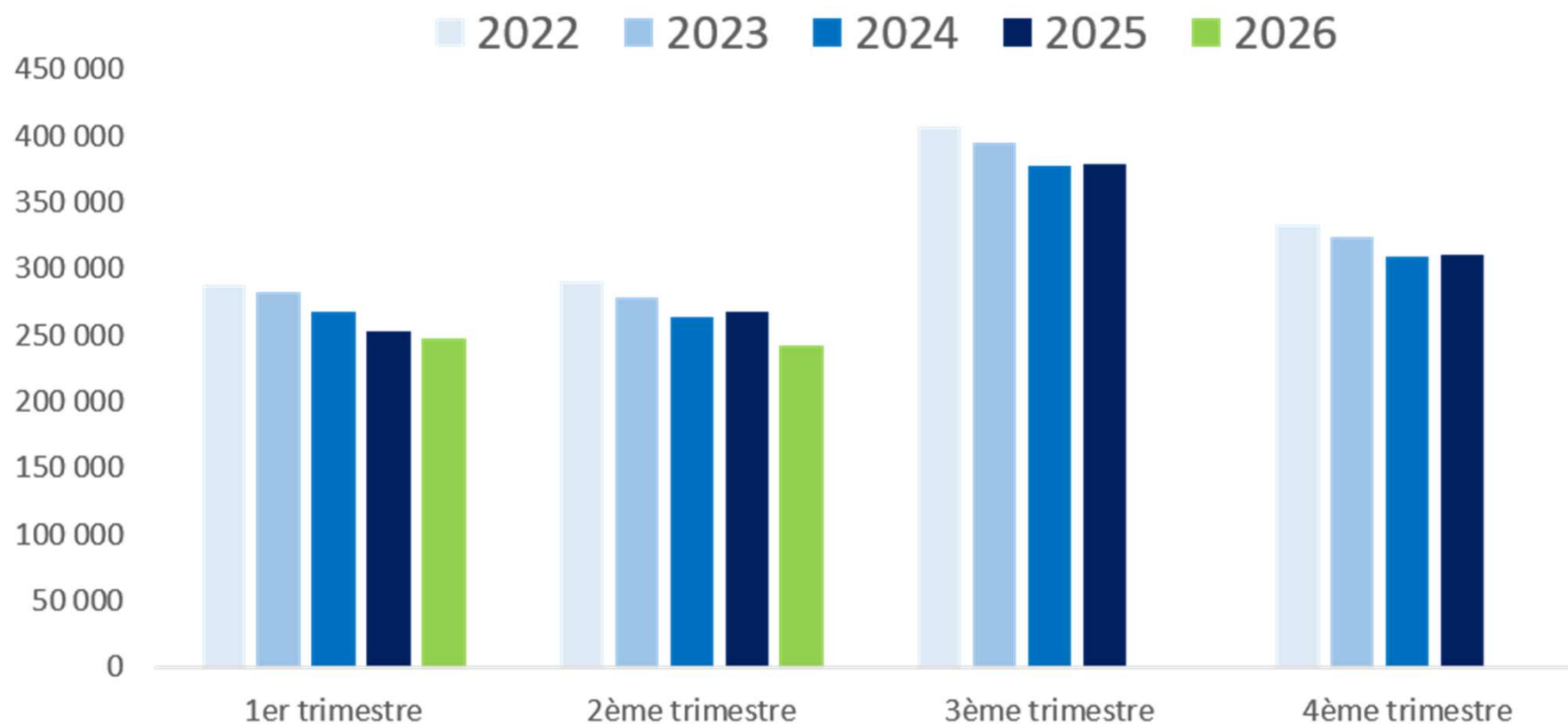
Au 1^{er} trimestre 2026, un recul dans l'industrie, la construction, le commerce et l'intérim





Les embauches (DPAE, plus d'un mois, hors intérim) – Par trimestre

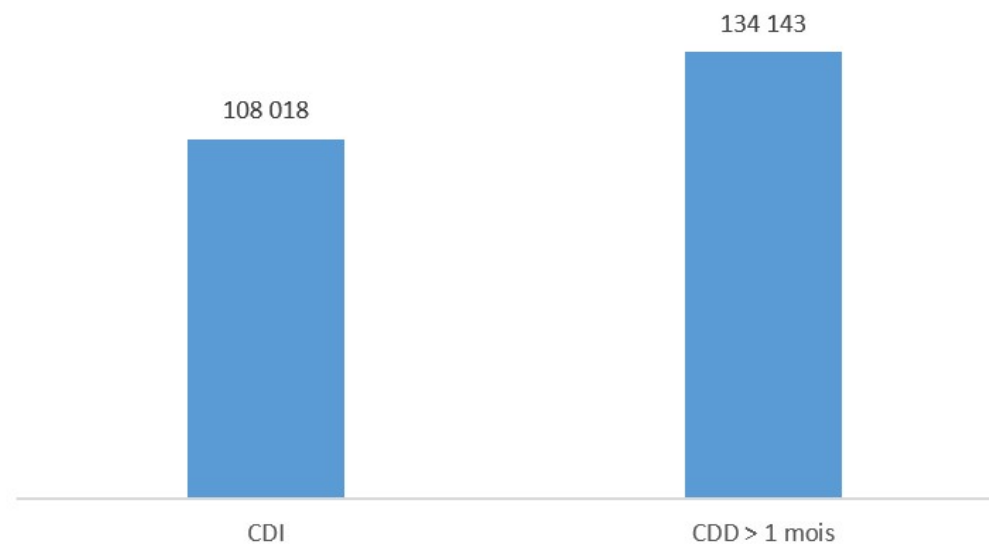
242 300 embauches au 2^{ème} trimestre 2026 (contrats de plus d'un mois, hors intérim), en baisse de – 9% par rapport au même trimestre de l'année précédente



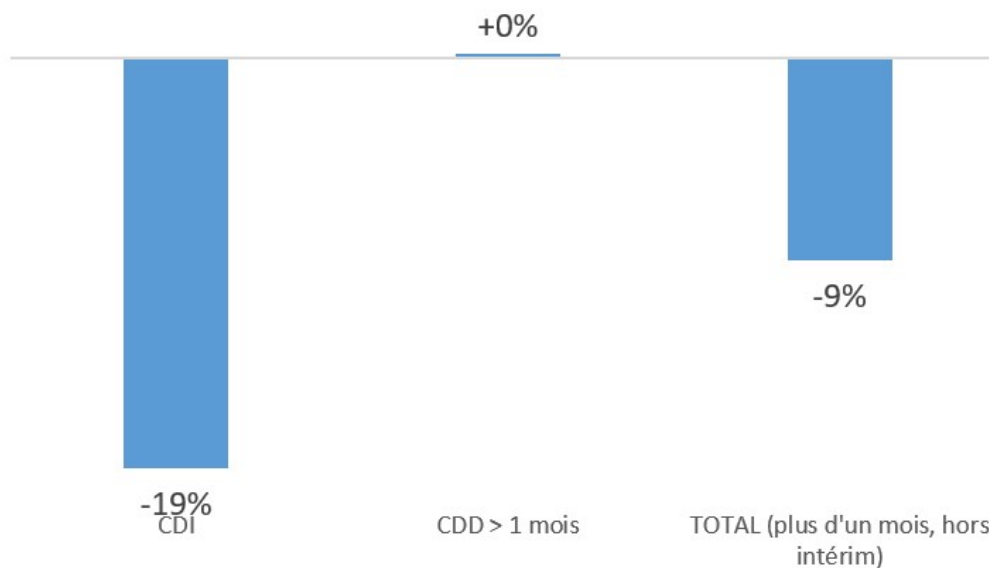


Les embauches (DPAE, plus d'un mois, hors intérim) – Par type de contrat

Volume d'embauches (2^{ème} trimestre 2026) par type de contrat



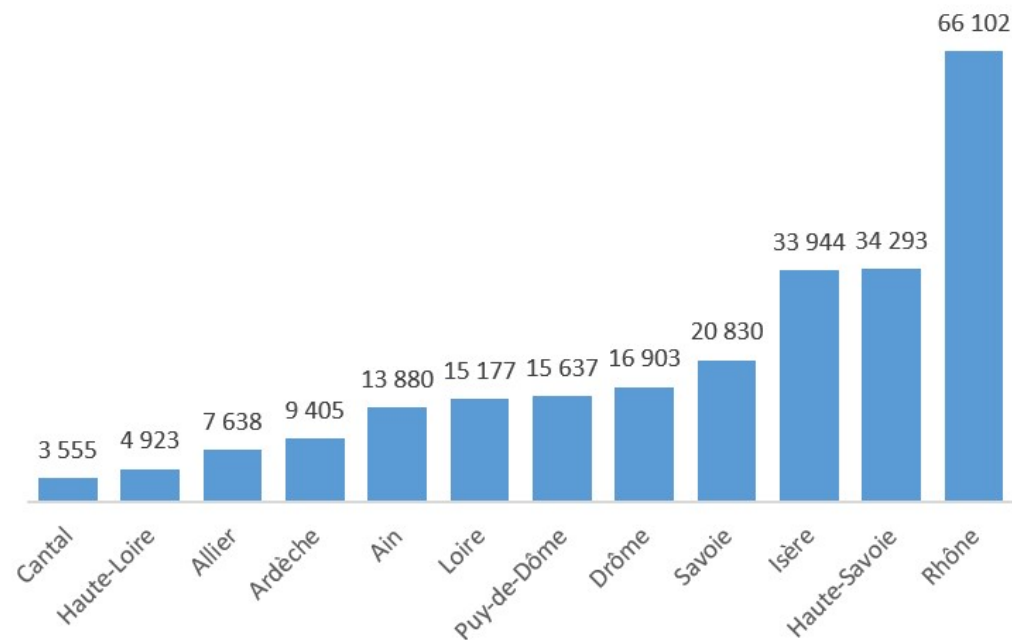
Evolution annuelle (2T 2026 versus 2T 2025)



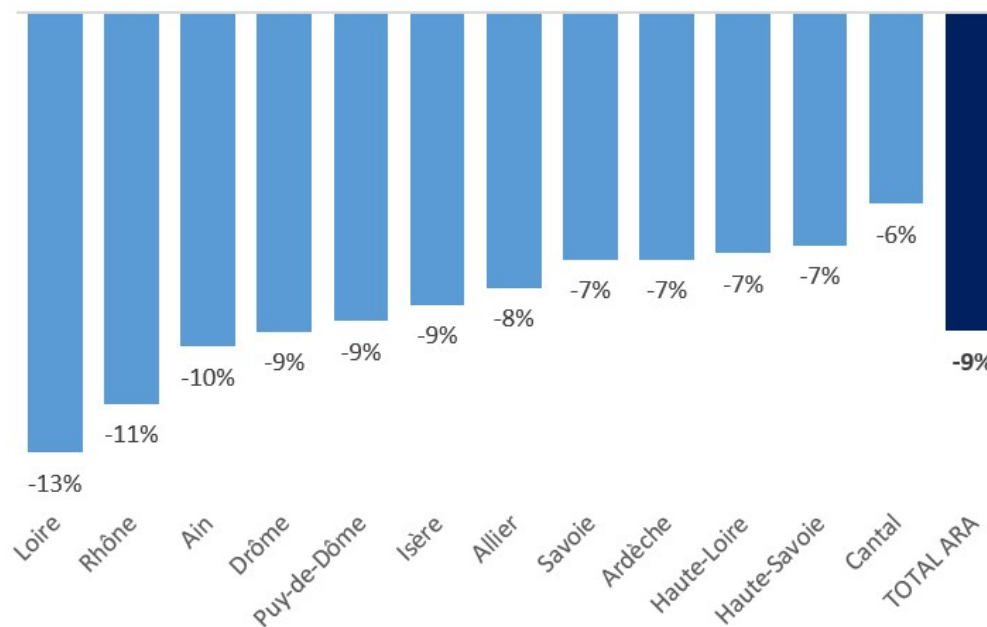


Les embauches (DPAE, plus d'un mois, hors intérim) – Par département

Volume d'embauches (2^{ème} trimestre 2026) par département

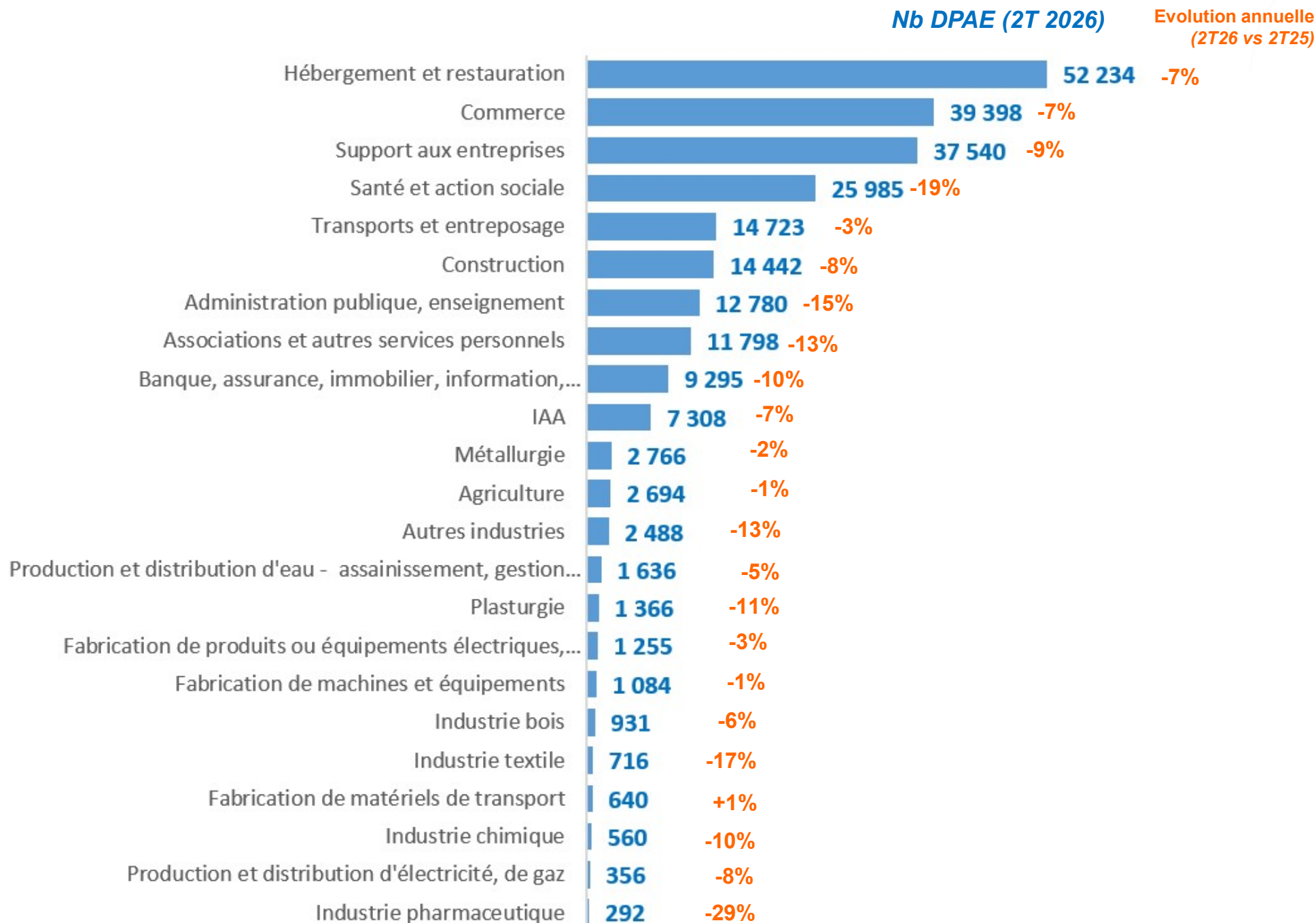


Evolution annuelle (2T 2026 versus 2T 2025)



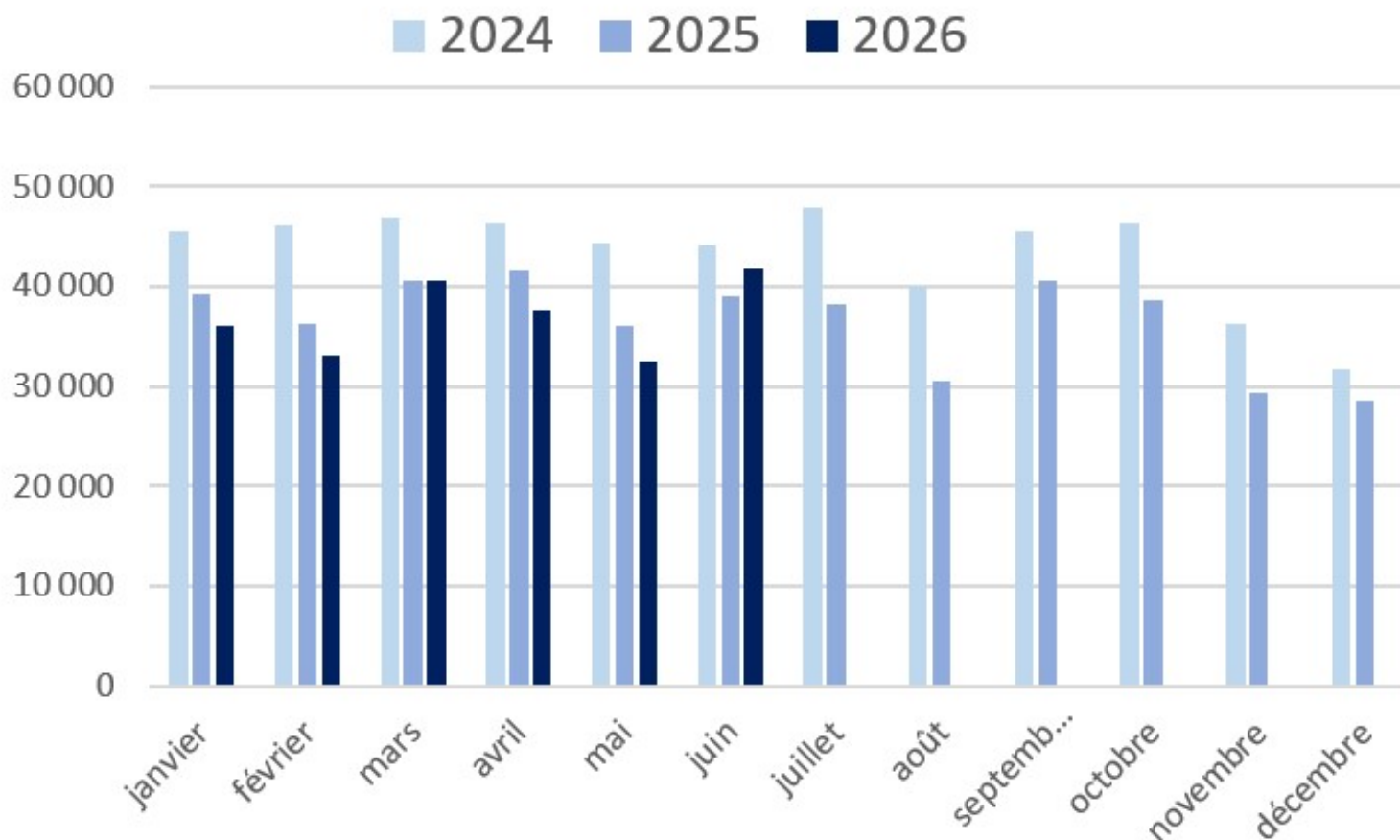


Les embauches (DPAE, plus d'un mois, hors intérim) – Par secteur



➔ Les offres collectées par France Travail en mars 2026

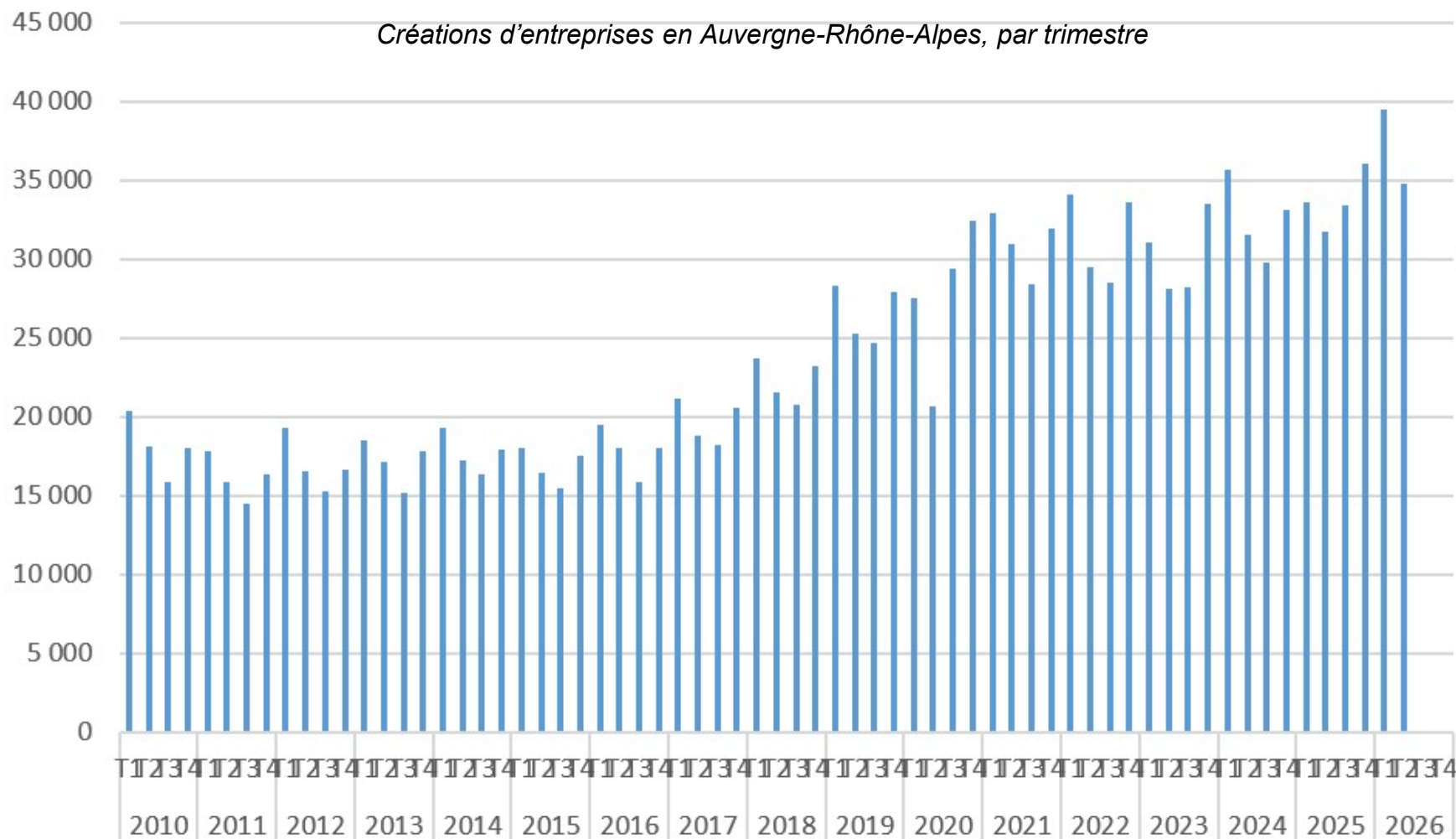
En juin 2026, France Travail Auvergne-Rhône-Alpes a collecté 41 700 offres, en hausse de + 7% par rapport à juin 2025.





Les créations d'entreprises

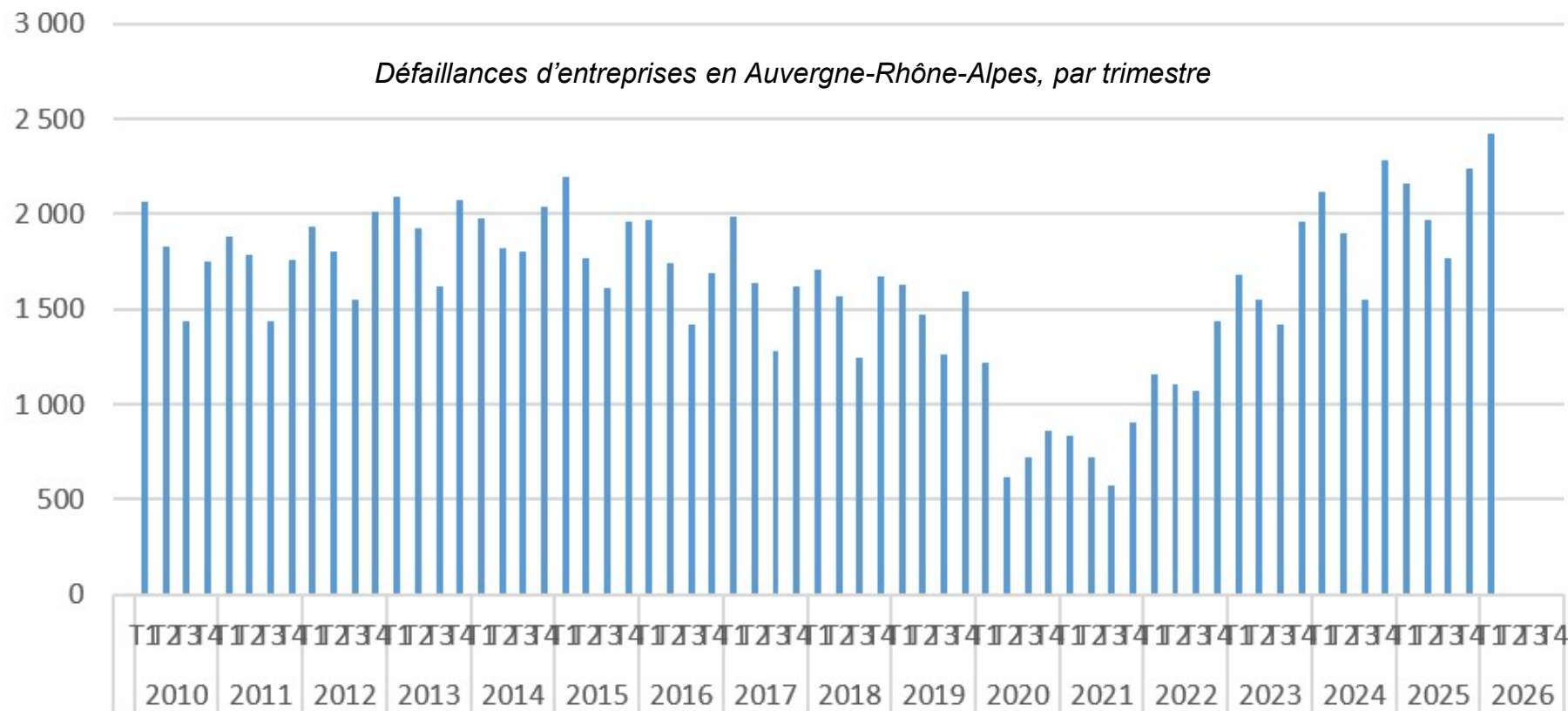
En Auvergne-Rhône-Alpes, en données brutes, le nombre total d'entreprises créées au 2^{ème} trimestre 2026 est en hausse par rapport à 2025 (+9%), notamment les créations de micro-entreprises (+15%).



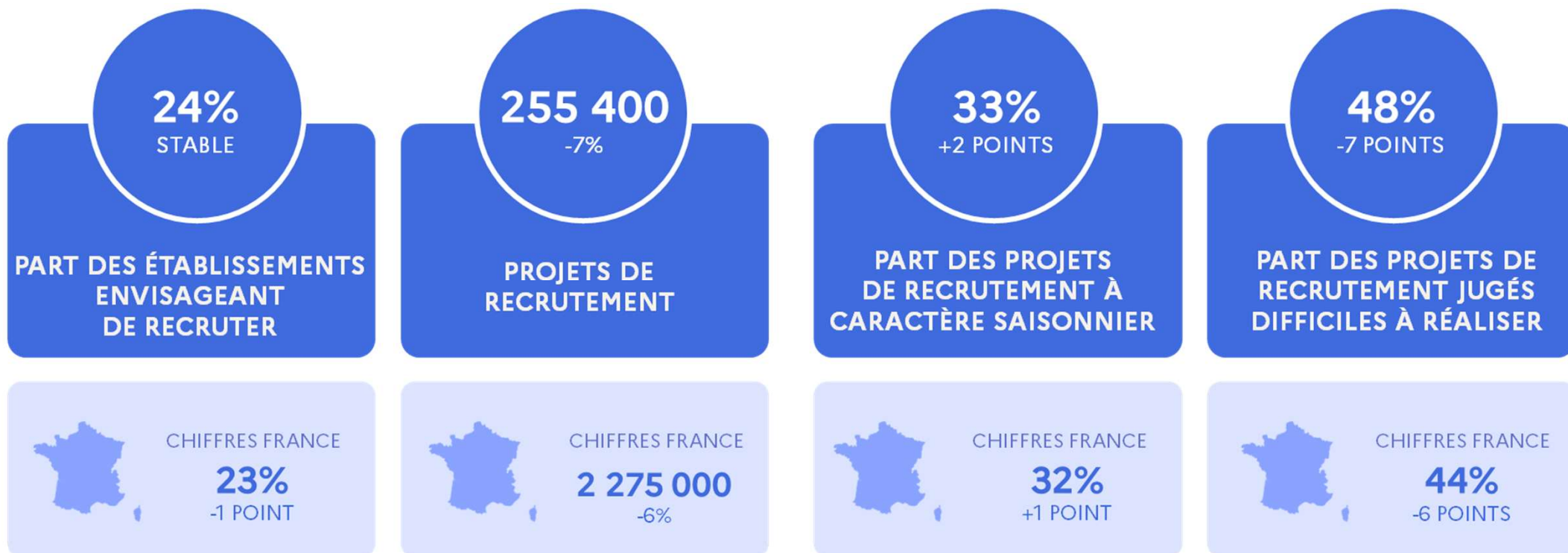


Les défaillances d'entreprises

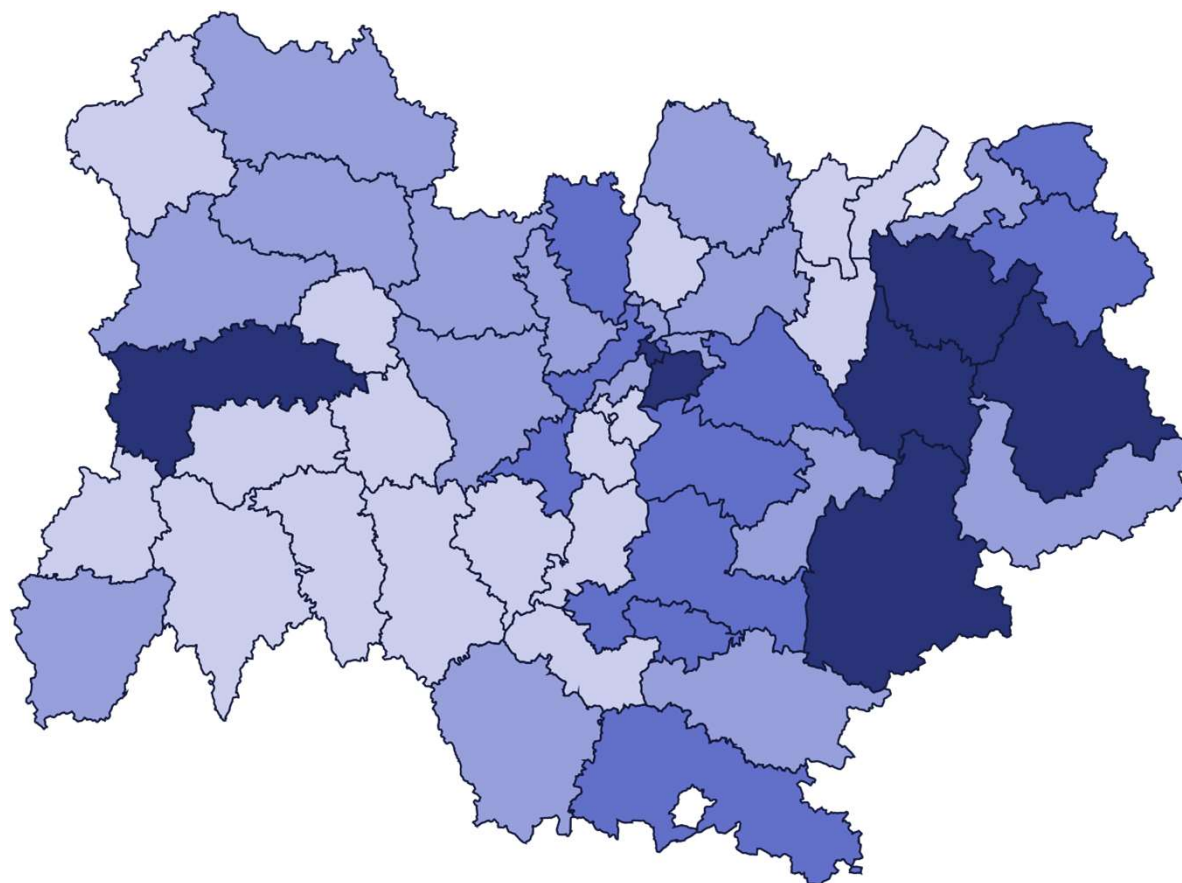
Les tribunaux de commerce ont enregistré 2 420 défaillances d'entreprises au 1^{er} trimestre 2026. Cela représente une hausse de +12% par rapport à la même période de l'année précédente.



➔ Les intentions d'embauche (« BMO 2026 ») (1/5)



➔ Les intentions d'embauche (« BMO 2026 ») (2/5)



Nombre de projets 2026

	< 2 500
	de 2 500 à 5 000
	de 5 000 à 10 000
	> 10 000

255 400 intentions d'embauche recensées pour l'année 2026 en Auvergne-Rhône-Alpes

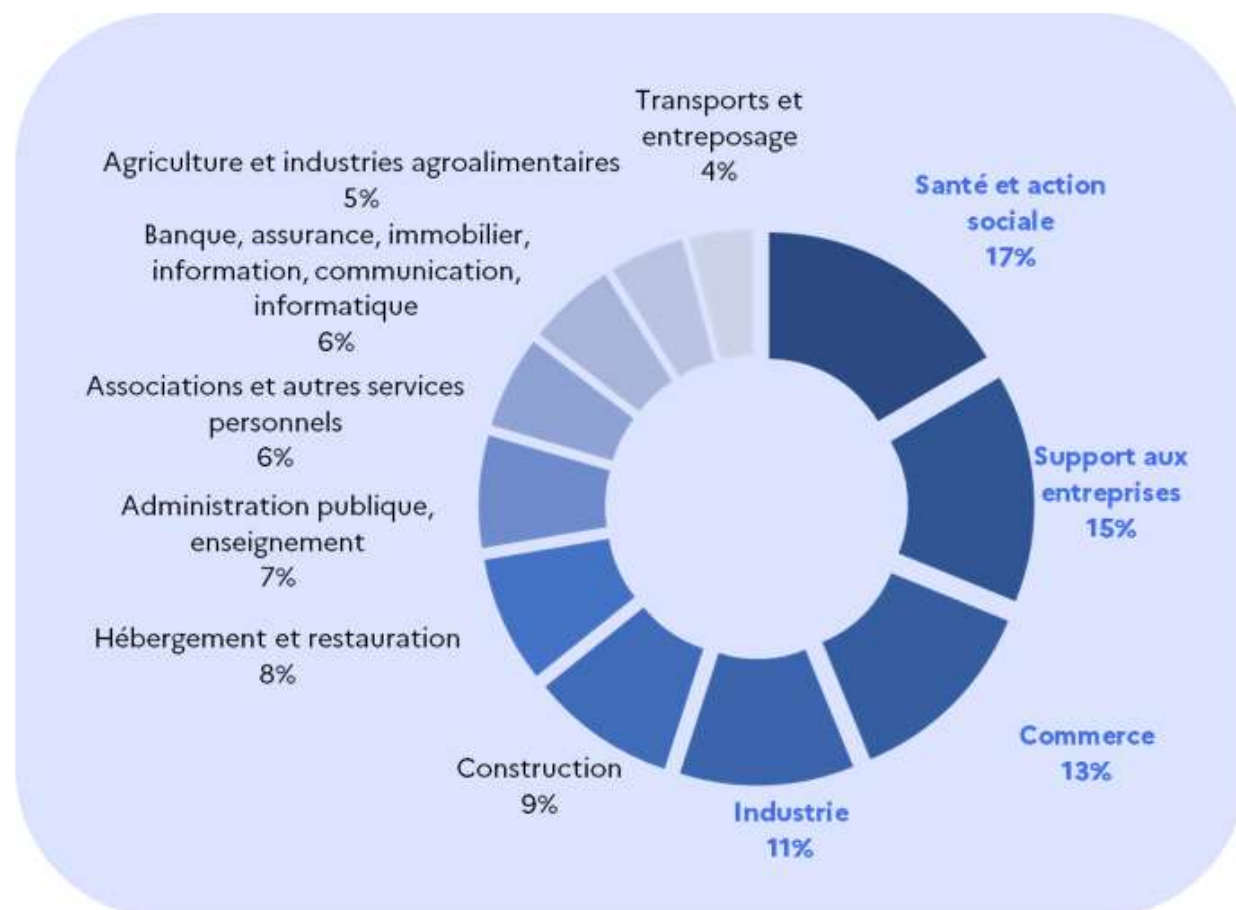
Les **pôles de recrutement majeurs** se situent plus particulièrement :

- **autour des grandes agglomérations** de la région : Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Annecy, Chambéry, Saint-Etienne, Valence
- dans les **bassins touristiques ou agricoles ayant une importante activité saisonnière** : Tarentaise, Maurienne, Vallée de l'Arve, Chablais, Villefranche, Drôme/Ardèche.

Les secteurs qui embauchent le plus (hors projets saisonniers)

Quatre secteurs concentrent plus de la moitié des intentions d'embauche (hors projets saisonniers) :

- **Santé et action sociale**
28 200 projets, soit 17% du total.
- **Support aux entreprises**
24 900 projets, soit 15% du total.
- **Commerce**
21 500 projets, soit 13% du total.
- **Industrie**
19 000 projets, soit 11% du total.



Le top des métiers recherchés

Nombre d'intentions d'embauche (hors projets de recrutement saisonniers)



- Les 25 métiers les plus recherchés représentent 43% de l'ensemble des intentions d'embauche (hors projets saisonniers).
- Les besoins des employeurs portent principalement sur des métiers apparaissant chaque année en tête des métiers les plus recherchés

Taux de projets « difficiles », par secteur

48%

des projets de
recrutement sont
jugés difficiles en
région

Banque, assurance, immobilier, information, communication, informatique

Agriculture et industries agroalimentaires

Associations et autres services personnels

Commerce

Construction

Santé et action sociale

Industrie*

Support aux entreprises

Administration publique, enseignement

Transports et entreposage

Hébergement et restauration

74% +2 points

63% -6 points

53% -7 points

49% -7 points

46% -2 points

44% -12 points

43% -7 points

42% -9 points

40% -9 points

36% -5 points

35% -12 points

*Métallurgie 71% +5 points

- **48% des projets sont jugés difficiles à réaliser par les employeurs.**
En baisse de -7 points par rapport à l'année précédente.
- **Les difficultés de recrutement restent à un niveau particulièrement élevé dans certains secteurs. Plus de six projets sur dix jugés difficiles dans :**
 - la construction (74%, +2 points)
 - La métallurgie (71%, + 5 points)
 - la santé et action sociale (63%, en baisse de - 6 points)

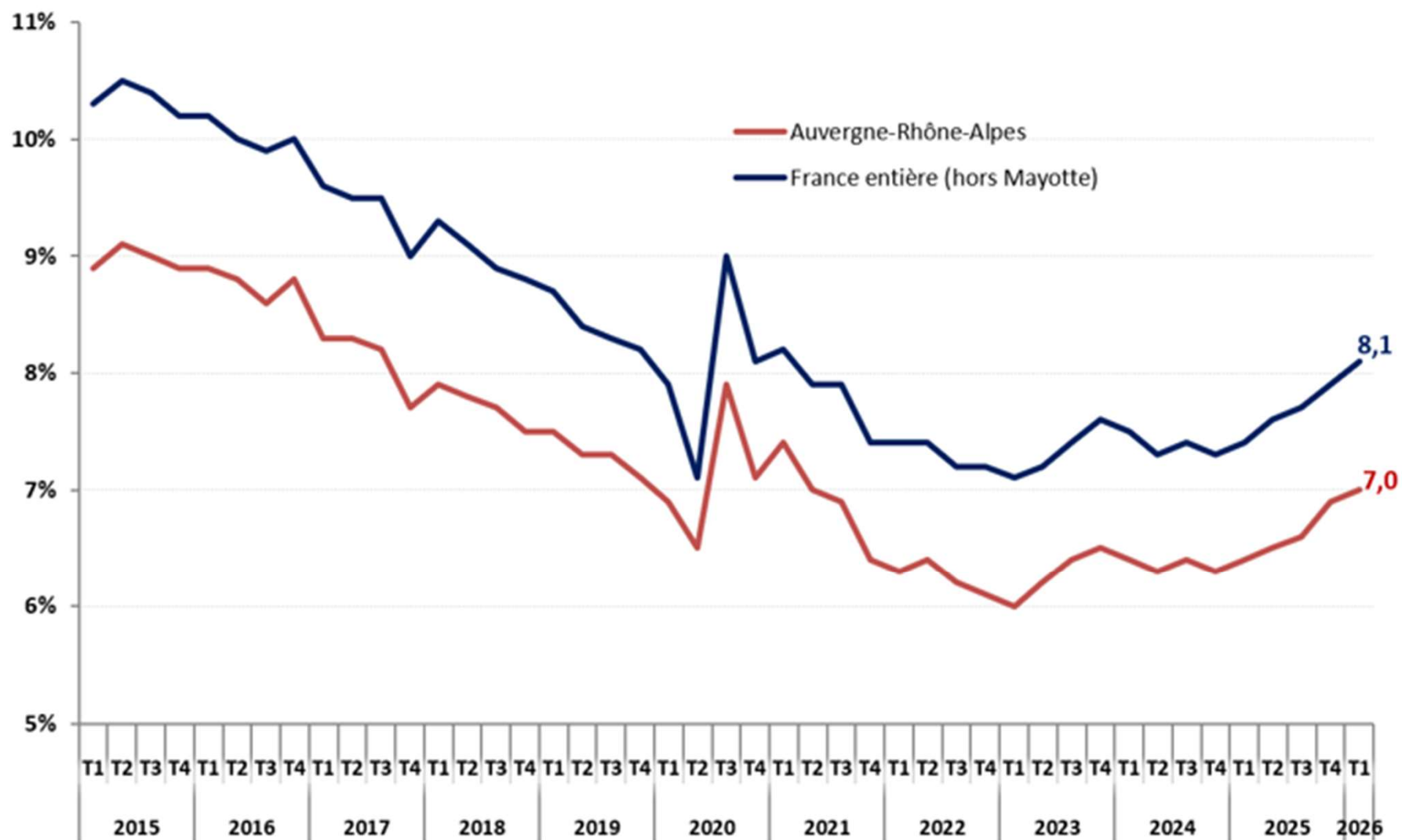


LE TAUX DE CHÔMAGE



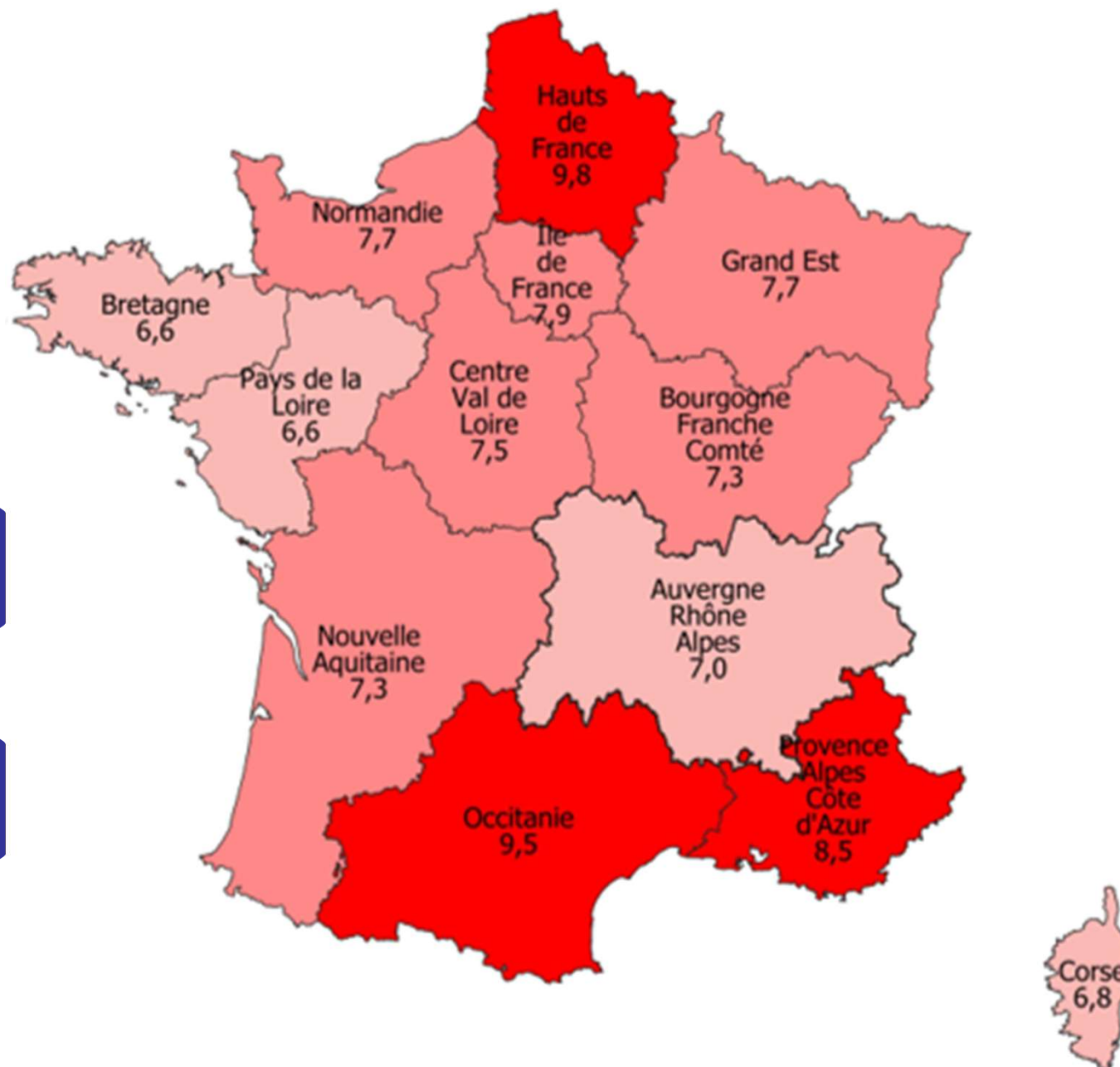
Hausse de 0,1 point du taux de chômage au 1^{er} trimestre 2026 en ARA

Taux de chômage au sens du BIT





Le taux de chômage régional sur le podium des plus faibles en France



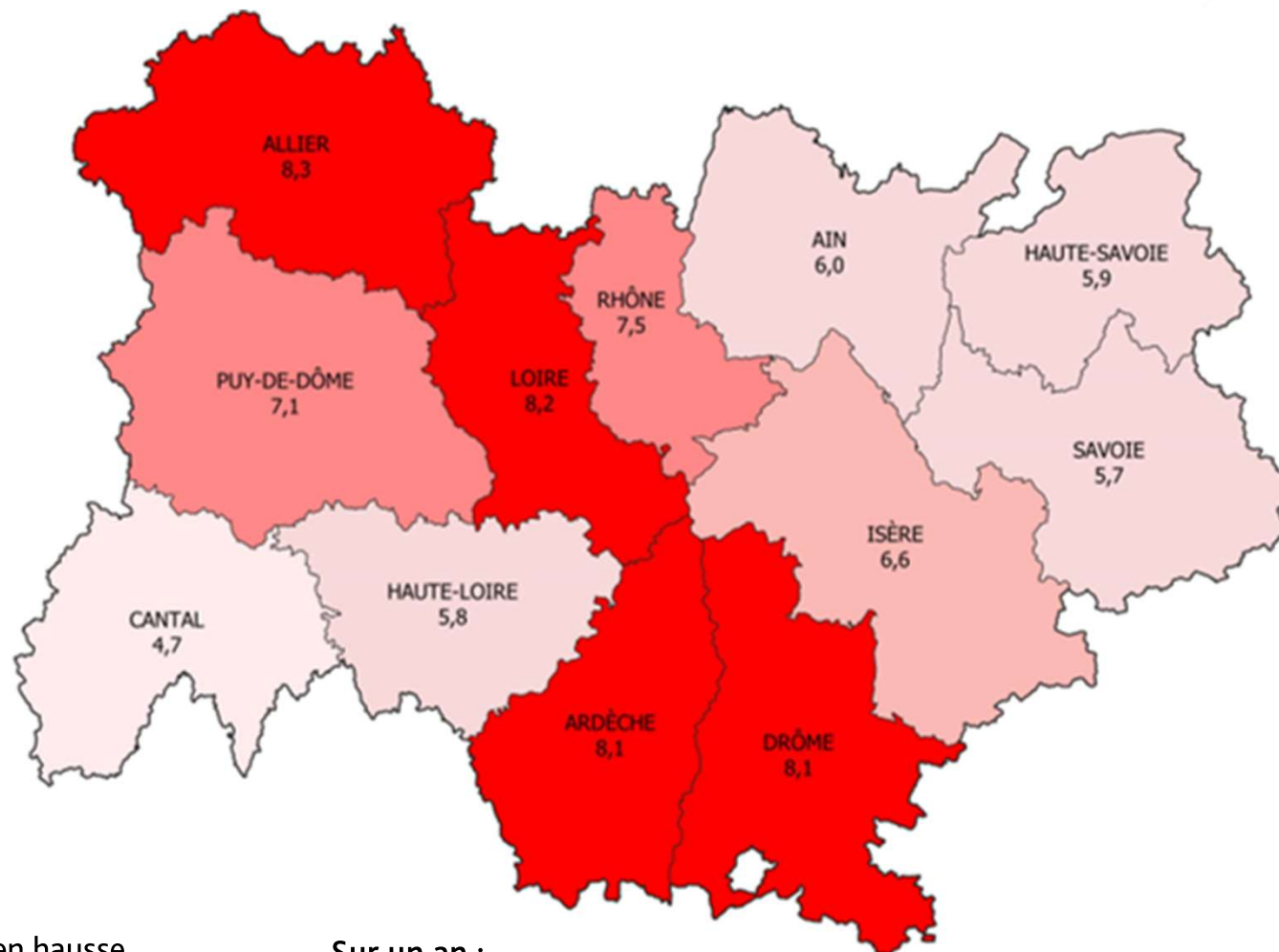
**Taux de chômage
1er trimestre 2026**

Par région



Hausse du taux de chômage au 1^{er} trimestre 2026 dans 9 départements (sur 12)

Taux de chômage 1er trimestre 2026



Sur le trimestre :

9 des 12 départements de la région sont en hausse, les 3 autres restent stables.

Stables : Drôme, Haute-Loire, Savoie

Hausse de +0,1 point (comme en Auvergne-Rhône-Alpes) : Ardèche, Isère, Loire, Cantal, Haute-Savoie, Allier.

Hausse de +0,2 point (comme en France) : Ain, Puy-de-Dôme, Rhône

Sur un an :

Tous les départements sont en hausse et les variations sont comprises entre +0,2 à +0,8 point

Hausse de +0,2 point : Haute-Loire

Hausse de +0,3 point : Savoie et Haute-Savoie

Hausse de +0,4 point : Drôme et Cantal

Hausse de +0,5 point : Loire, Ain, Ardèche, Allier

Hausse de +0,6 point (comme en Auvergne-Rhône-Alpes) : Isère

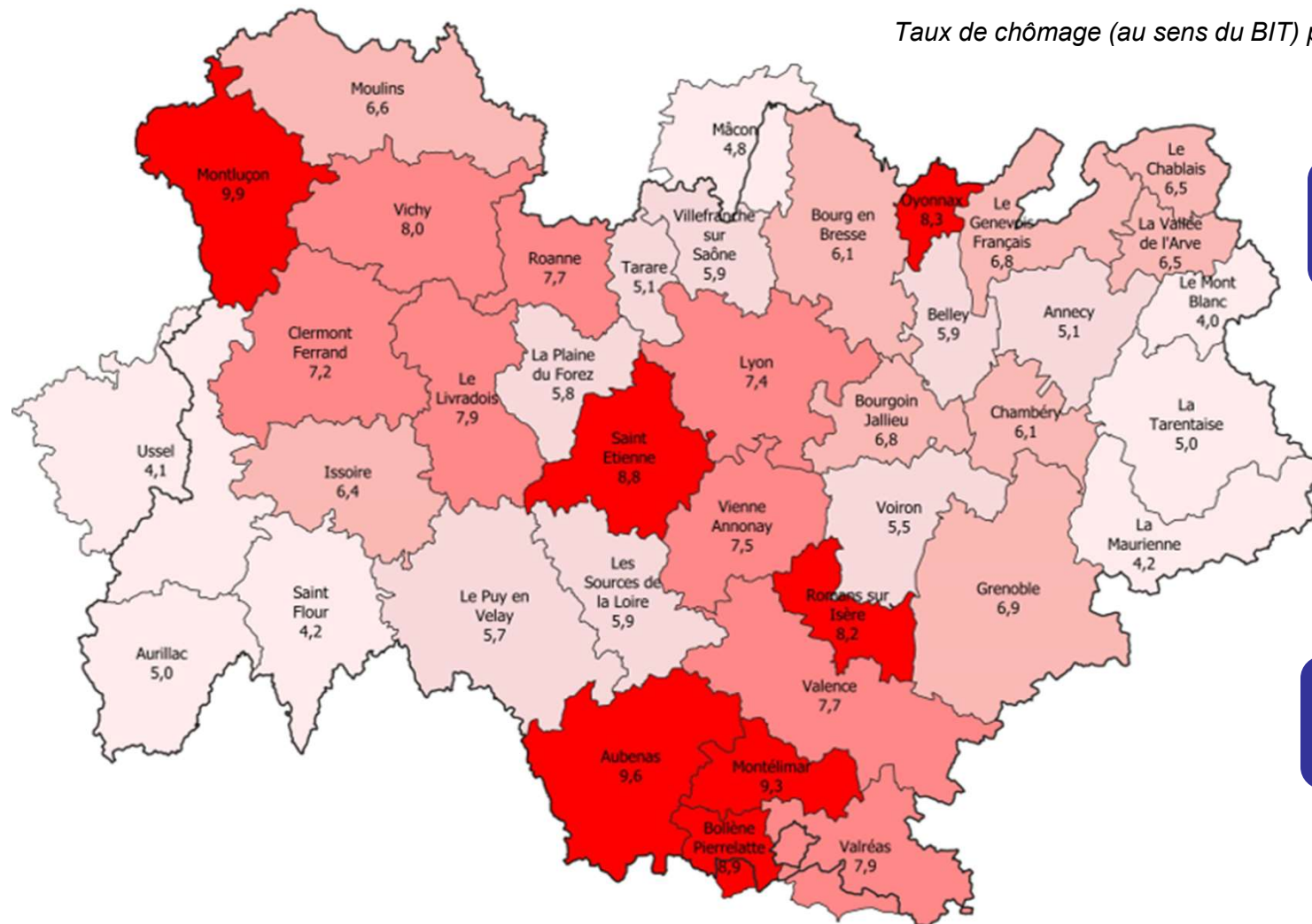
Hausse de +0,7 point (comme en France) : Puy-de-Dôme

Hausse de +0,8 point : Rhône



Sur le trimestre, 29 des 39 zones d'emploi sont en hausse

Taux de chômage (au sens du BIT) parmi la population active - INSEE



Taux de chômage
1er trimestre 2026

Taux de chômage



Par zone d'emploi

Sur le trimestre : deux des 39 zones d'emploi sont en baisse, huit sont stables, les vingt-neuf autres sont en hausse.

Baisse : La Maurienne (- 0,2 point), La Tarentaise (-0,1 point)

Plus fortes hausses (+0,3 point) : Ussel - partie Auvergne Rhône Alpes, Belley, Montluçon, Oyonnax

Sur un an : Toutes les zones d'emploi sont en hausse

Plus fortes hausses : Lyon, Montluçon (+à 0,8 point), Belley, Bourgoin-Jallieu, Clermont-Ferrand, Roanne, Valréas - partie Auvergne Rhône Alpes(+0,7 point), Bourg en Bresse, Vienne-Annonay, Grenoble, Montélimar (+ 0,6 point)



LA DEMANDE D'EMPLOI



Impact de la loi sur le plein emploi

En novembre 2025, on continue à observer les effets de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi (LPE). En effet, depuis le 1er janvier 2025, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Alors qu'au premier trimestre la plupart des personnes concernées par la LPE étaient encore dans la catégorie « provisoire » G, il y a désormais 25 200 inscrits à France Travail de catégorie F en Auvergne-Rhône-Alpes, bien fois plus qu'en début d'année.

Au-delà de l'apparition de ces nouvelles catégories, l'élargissement du champ de France Travail a un effet indirect, à la hausse, sur les autres catégories de personnes inscrites à France Travail.

Impact des évolutions des règles d'actualisation de France Travail

Depuis janvier 2025, tant qu'elles ne signent pas leur contrat d'engagement, les personnes qui s'inscrivent à FT et qui n'ont pas de droits à indemnisation n'ont pas à s'actualiser. Elles sont alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces nouveaux inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Cette évolution a donc un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, B, C entre le 4e trimestre 2024 et le 1er janvier 2025.

Depuis avril 2025, le régime de radiation de France Travail s'applique, de manière différenciée, aussi aux nouveaux publics. Cela a entraîné un surcroît de sorties pour les personnes non indemnisables qui ont pu omettre de s'actualiser.

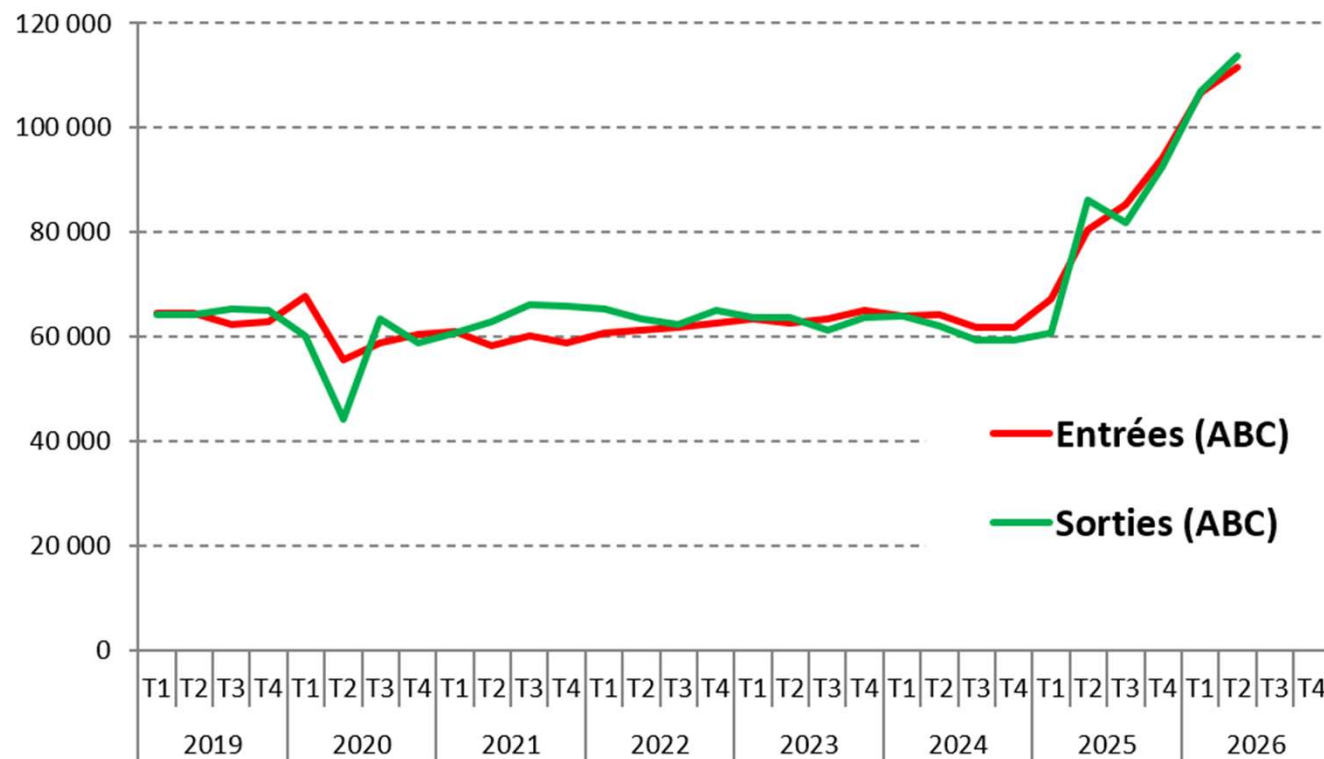
Depuis le 1er juin, le nouveau décret sur les sanctions entre en vigueur. Il assouplit les règles des radiations de sorte le nombre de radiations en juin est très faible : cela augmente le nombre de personnes inscrites à France Travail en conséquence.

Ces modifications, prises dans leur ensemble, ont entraîné une hausse du nombre de personnes inscrites à France Travail au premier trimestre, hausse partiellement corrigée au 2e trimestre.



Au 2^{ème} trimestre 2026*, les sorties plus nombreuses que les entrées

Entrées et sorties sur les listes d'inscription à France Travail, par trimestre, en Auvergne-Rhône-Alpes



***à noter : Les entrées et sorties comptabilisées ici concernent les catégories A, B ou C**

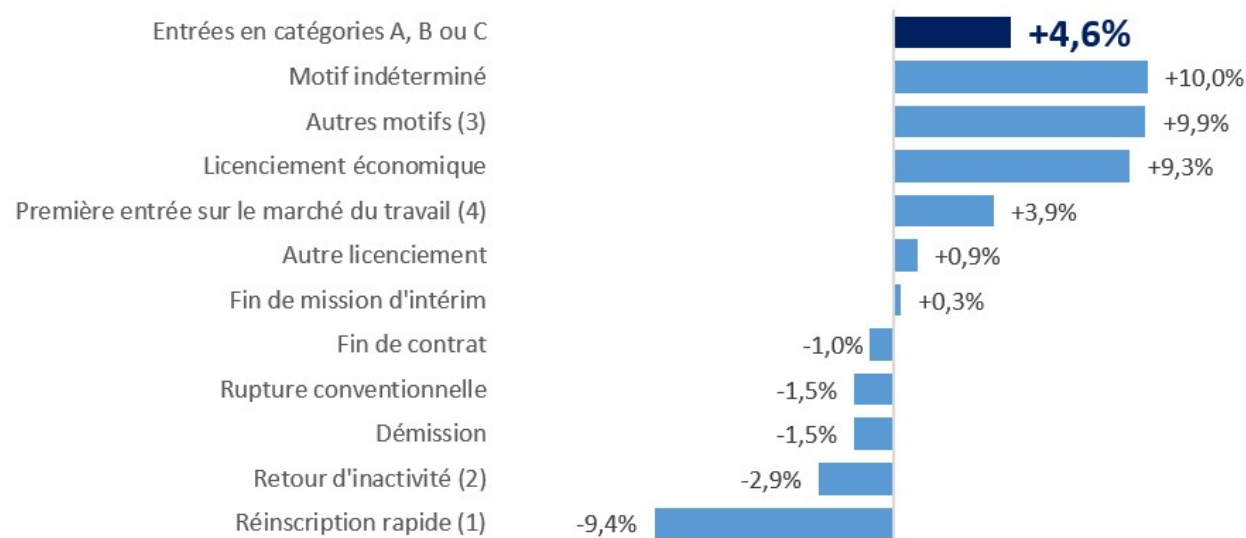
Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

La hausse des entrées et sorties à partir du 2^{ème} trimestre 2025 s'explique par :

- Sorties : forte hausse des défauts d'actualisation dus à la montée en charge de l'actualisation hybride et la réintégration des réinscrits dans le champ de l'actualisation obligatoire.
- Entrées : forte hausse des « autres motifs » dus aux réinscriptions rapides suite à défaut d'actualisation hybride

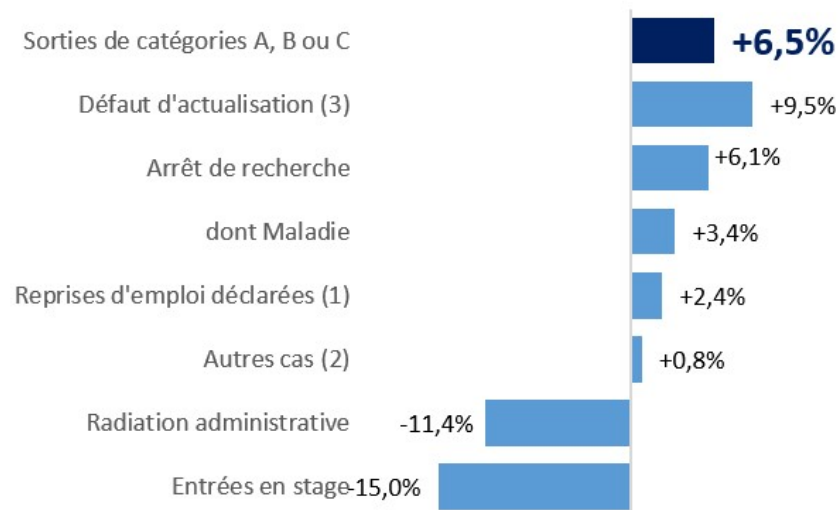
Evolution des entrées et sorties au 2^{ème} trimestre 2026

Evolution trimestrielle du nombre d'entrées (en catégories A, B ou C) sur les listes France Travail, par motif d'inscription



La hausse des sorties pour défaut d'actualisation s'explique par la montée en charge de l'actualisation hybride et la réintégration des réinscrits dans le champ de l'actualisation obligatoire. La hausse des entrées pour autres motifs tient surtout aux réinscriptions rapides suite à défaut d'actualisation hybride. Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, le niveau des entrées pour « motif indéterminé » est nettement réhaussé tandis que les niveaux des entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissés. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables. Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées.

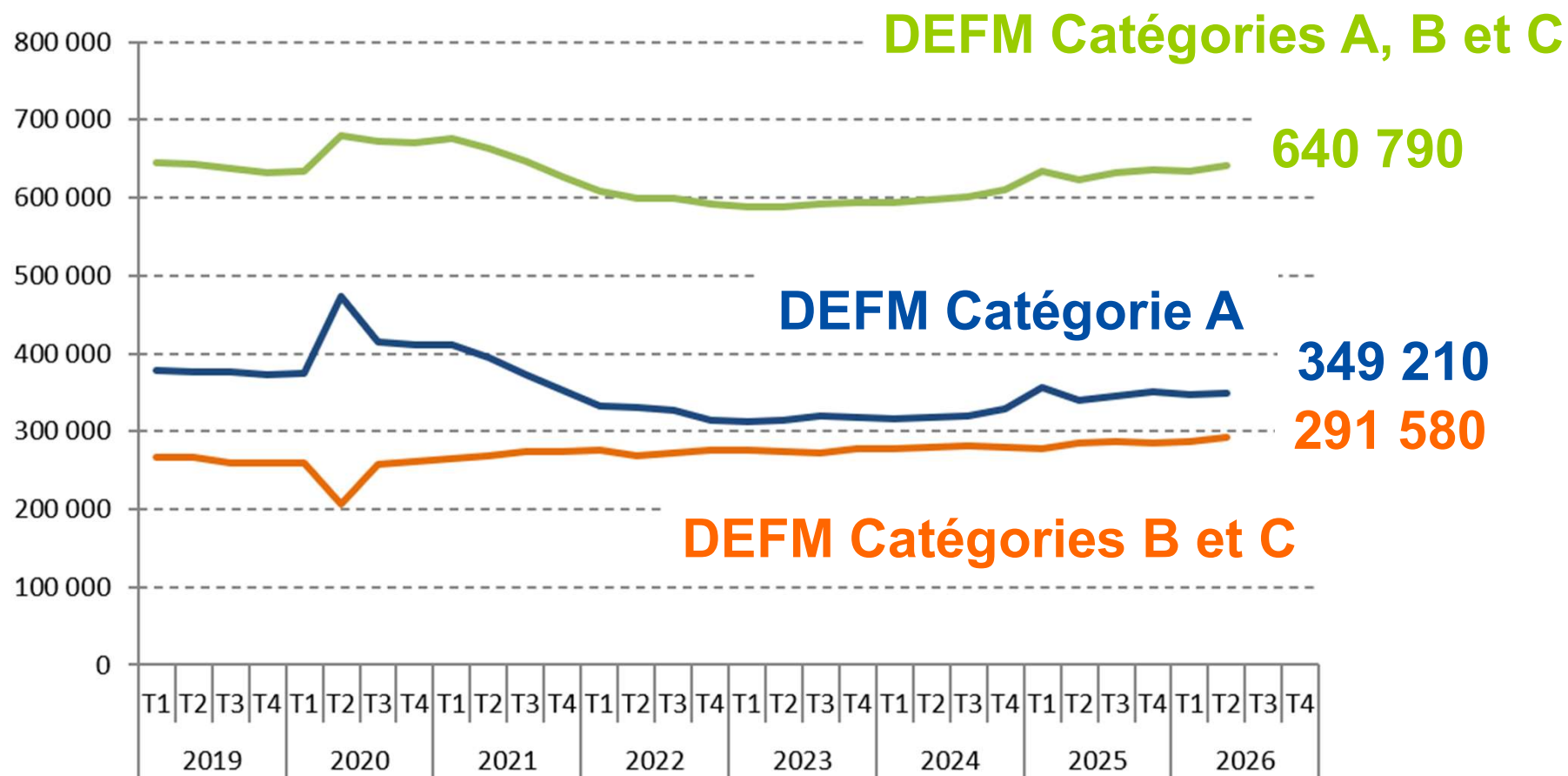
Evolution trimestrielle du nombre de sorties des listes France Travail (catégories A, B ou C), par motif de sortie





La demande d'emploi en catégories A, B ou C, depuis 2019

Source : France Travail, données CVS



Impact de la loi sur le plein emploi : Depuis le 1er janvier 2025, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

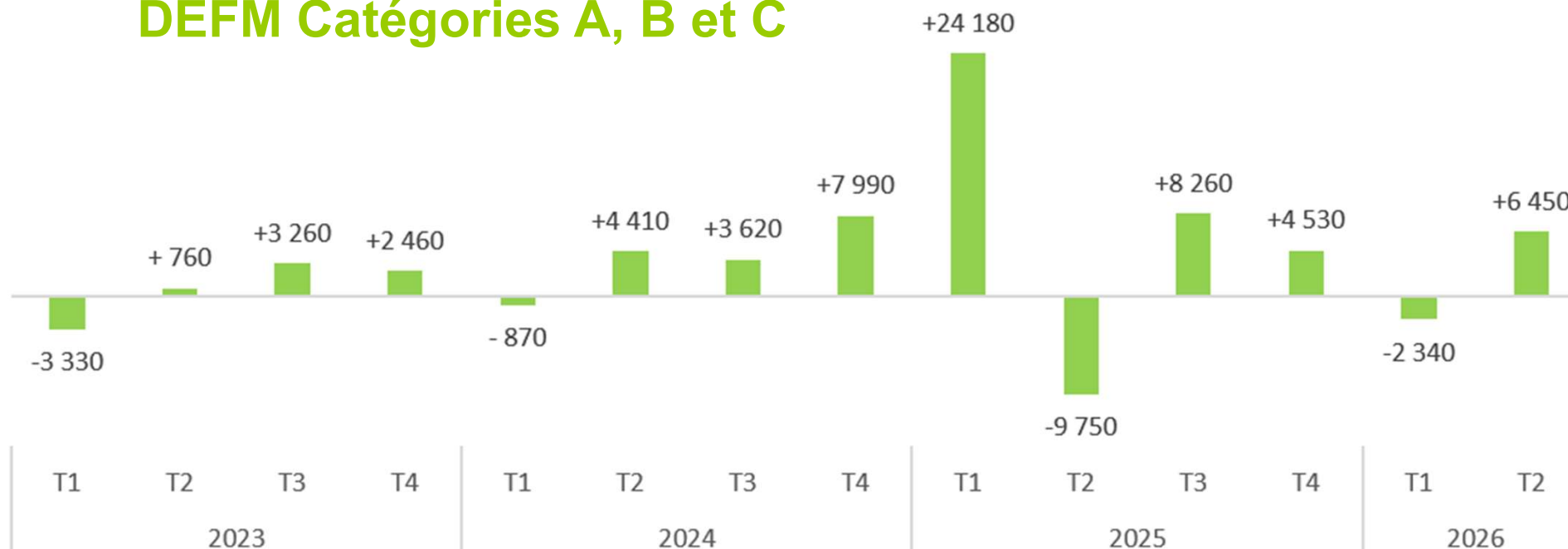
Impact des évolutions des règles d'actualisation de France Travail : de janvier 2025 à avril 2025, les personnes qui s'inscrivaient à FT sans droits à indemnisation n'ont pas eu à s'actualiser tant qu'elles n'avaient pas signé leur contrat d'engagement. Elles étaient alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat, avec un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Depuis avril 2025, les réinscrits, qui étaient jusqu'alors dispensés d'actualisation, sont de nouveau soumis à l'actualisation, ce qui a un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la hausse sur les inscrits en catégories B et C, et à la hausse sur le nombre de sorties des listes.

L'entrée en vigueur du nouveau barème de sanctions : ces sanctions ont fortement diminué sur un an ce qui se traduit, ce mois-ci, par une hausse, toutes choses égales par ailleurs, de la DEFM, mais avec un effet pour l'instant minime sur l'évolution trimestrielle.

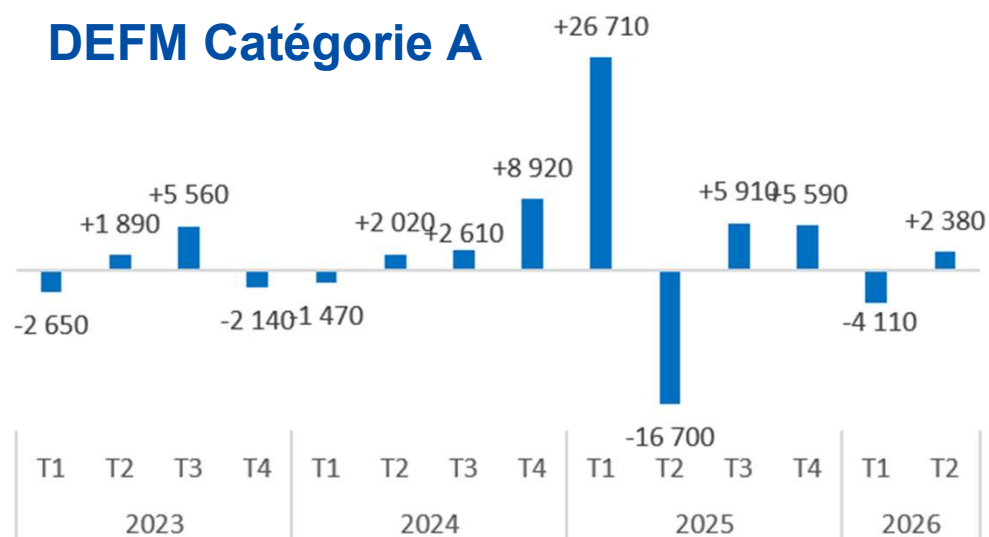


Evolutions trimestrielles

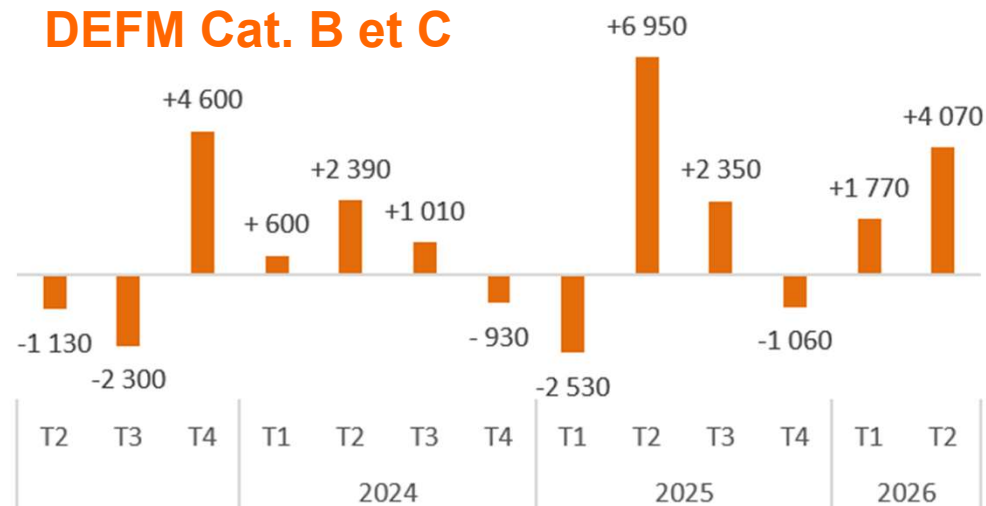
DEFM Catégories A, B et C



DEFM Catégorie A



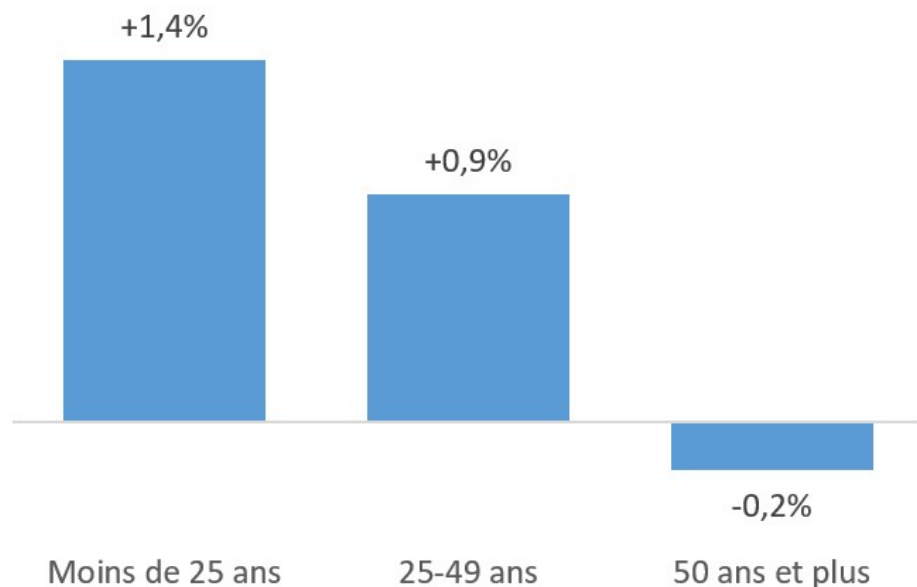
DEFM Cat. B et C



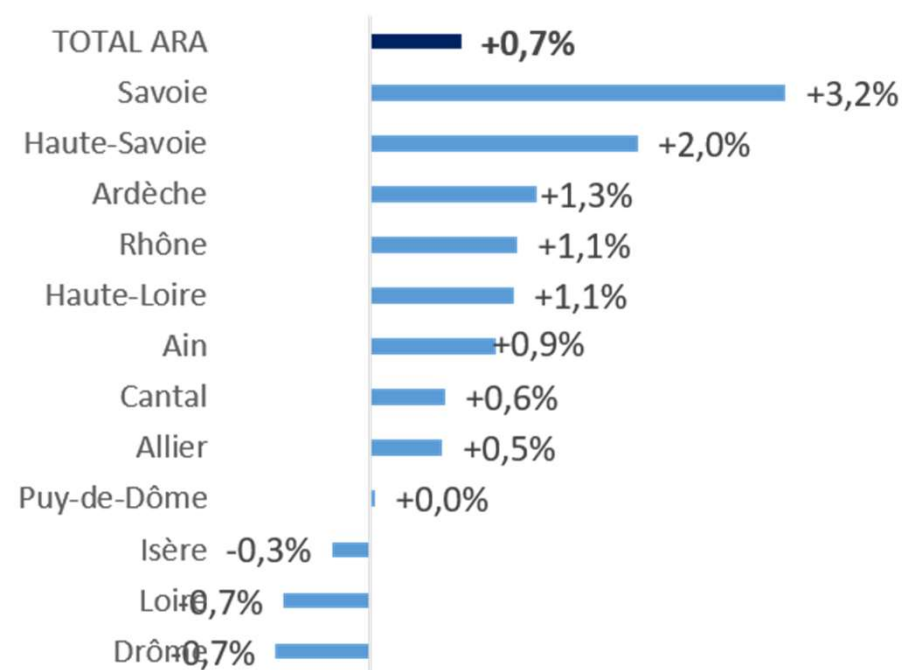
Catégorie A : +0,7% au 2^{ème} trimestre 2026 (+ 2 380)

NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : + 0,0%

Par âge (Cat A) :



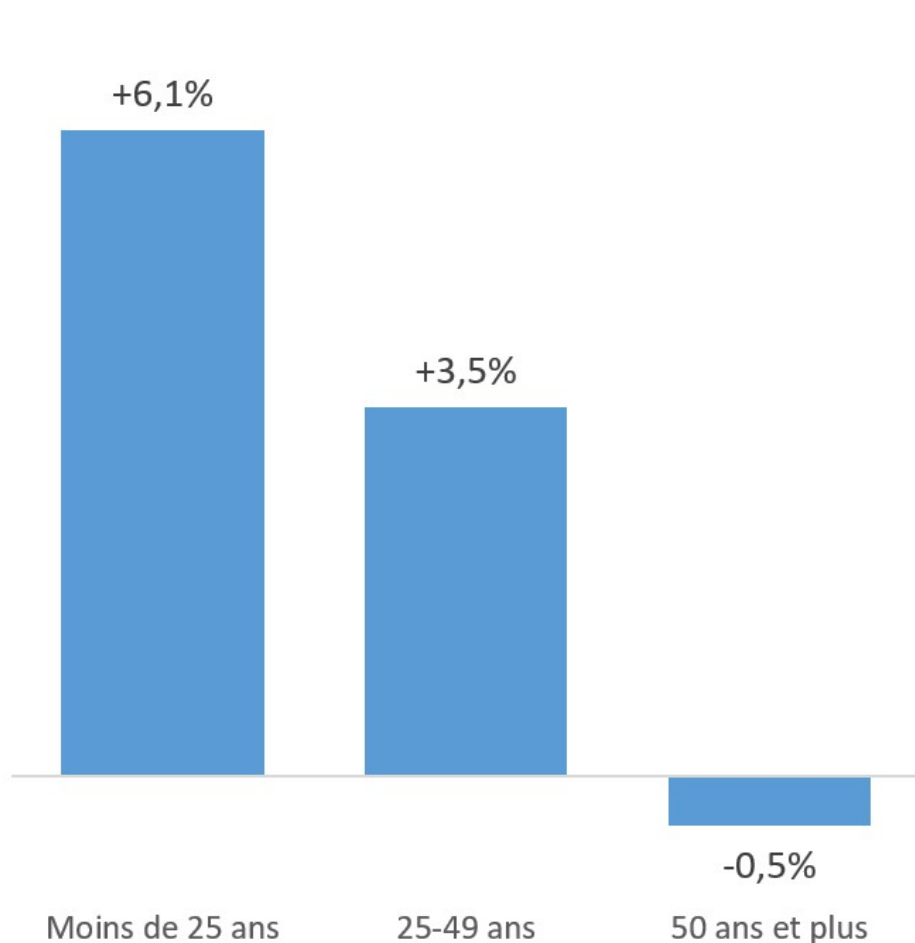
Par département (Cat A) :



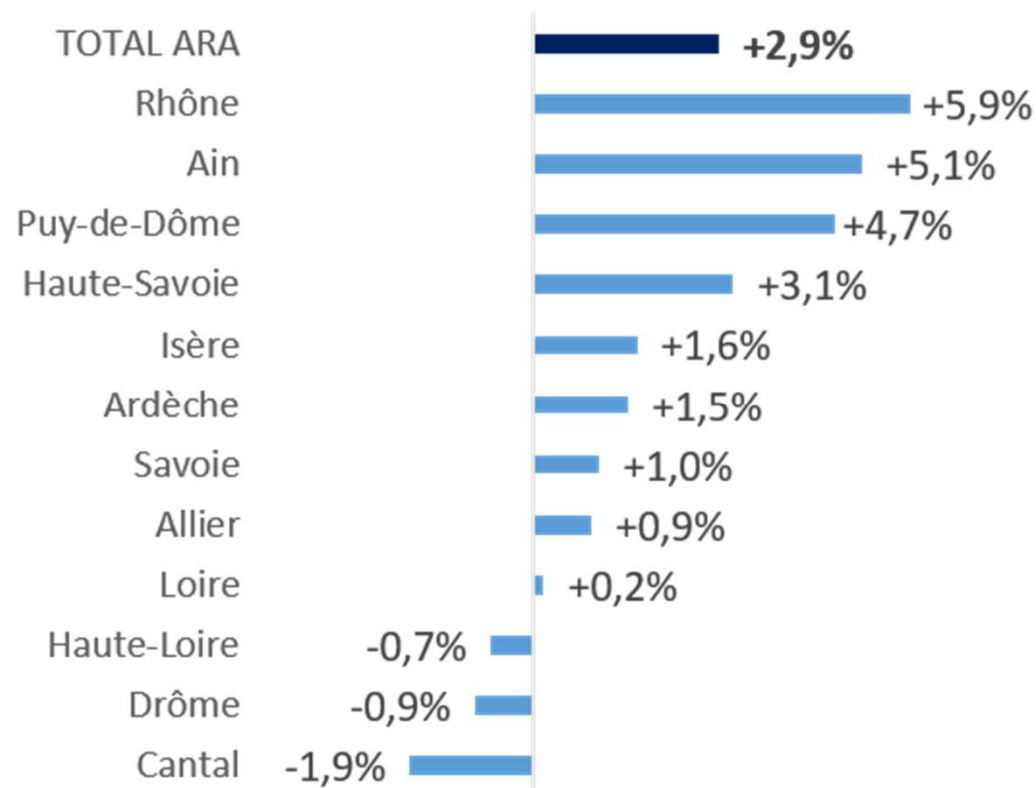
Catégorie A : +2,9% sur un an (+ 9 770)

NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : +1,6%

Par âge (Cat A) :



Par département (Cat A) :

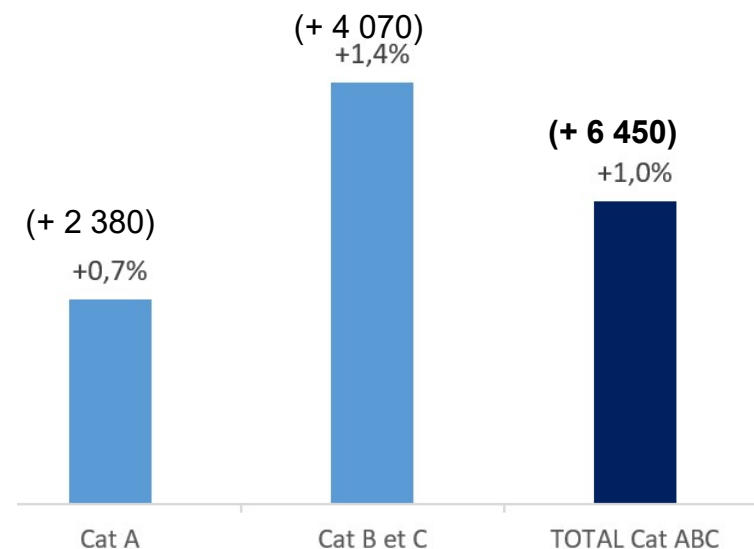


Catégories ABC : +1,0 % au 1^{er} trimestre 2026 (+ 6 450)

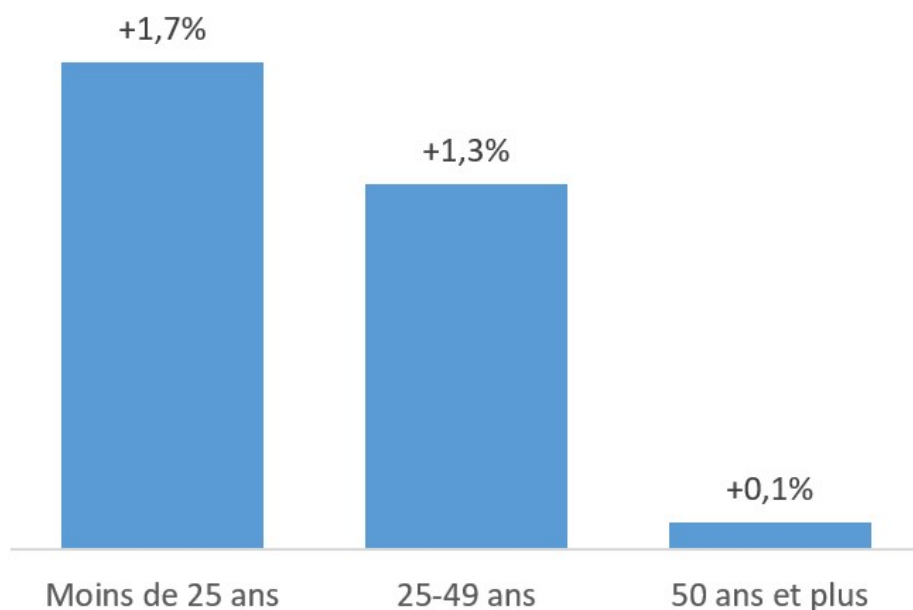
NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat ABC) : +0,4%

Par catégorie d'inscription :

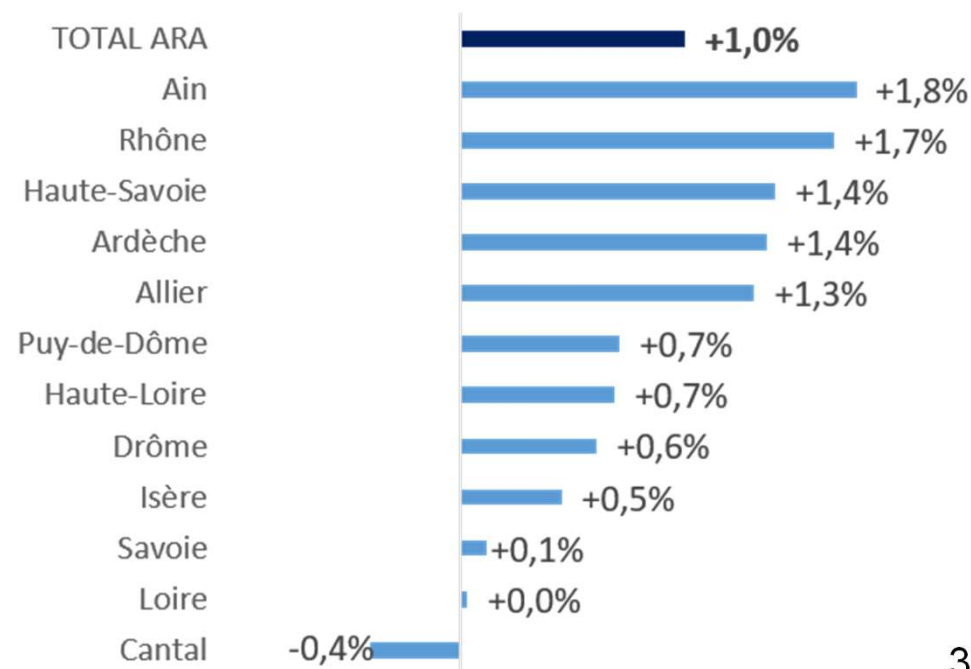
	2ème trimestre 2026	Evolution trimestrielle	
Cat A	349 210	+2 380	+0,7%
Cat B et C	291 580	+4 070	+1,4%
TOTAL Cat ABC	640 790	+6 450	+1,0%



Par âge (Cat ABC) :



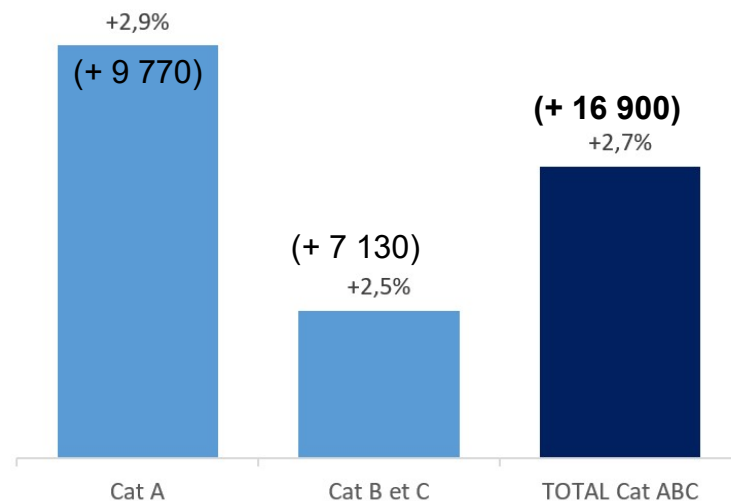
Par département (Cat ABC) :



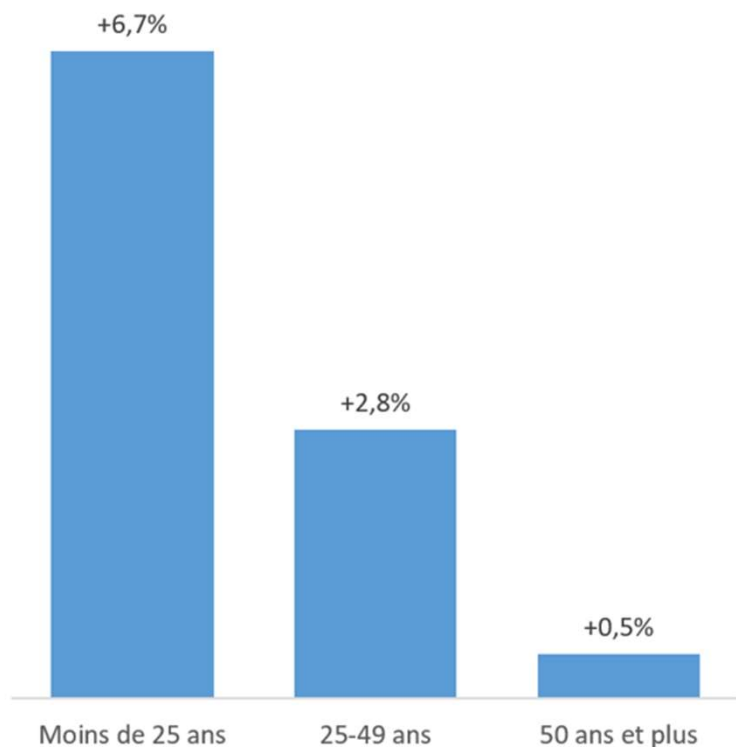
Catégories ABC : +2,7 % sur un an (+ 16 900)

NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat ABC) : + 0,9%

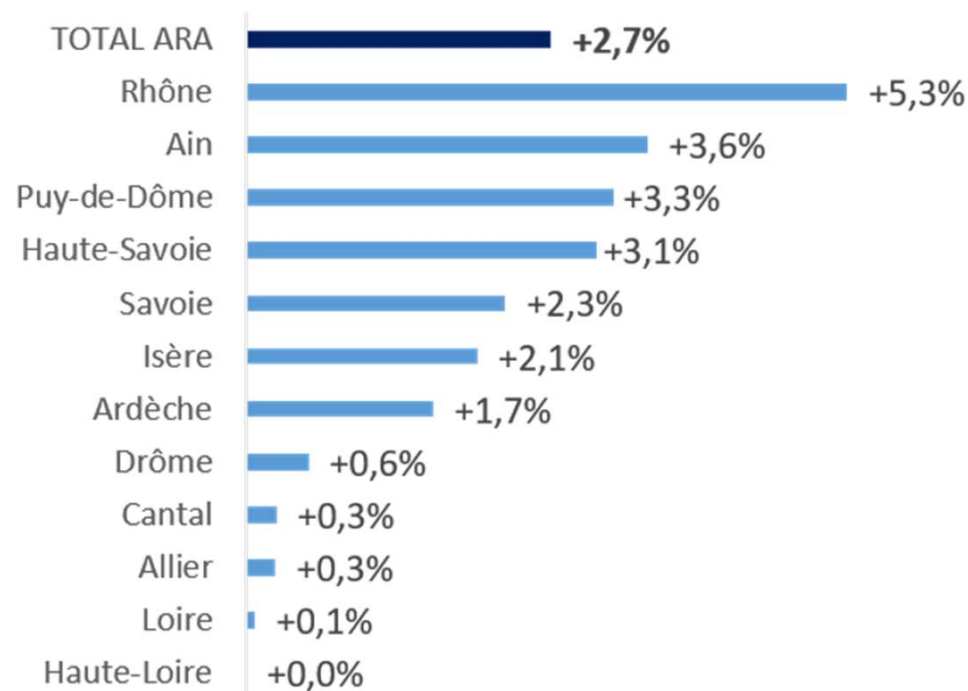
Par catégorie d'inscription :



Par âge et sexe (Cat ABC)



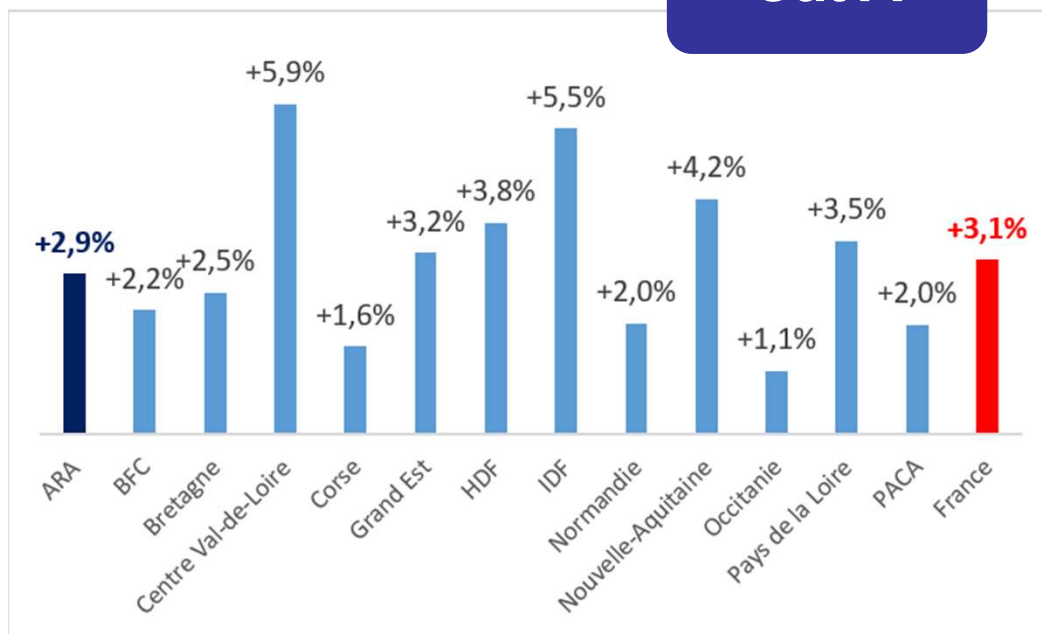
Par département (Cat ABC) :



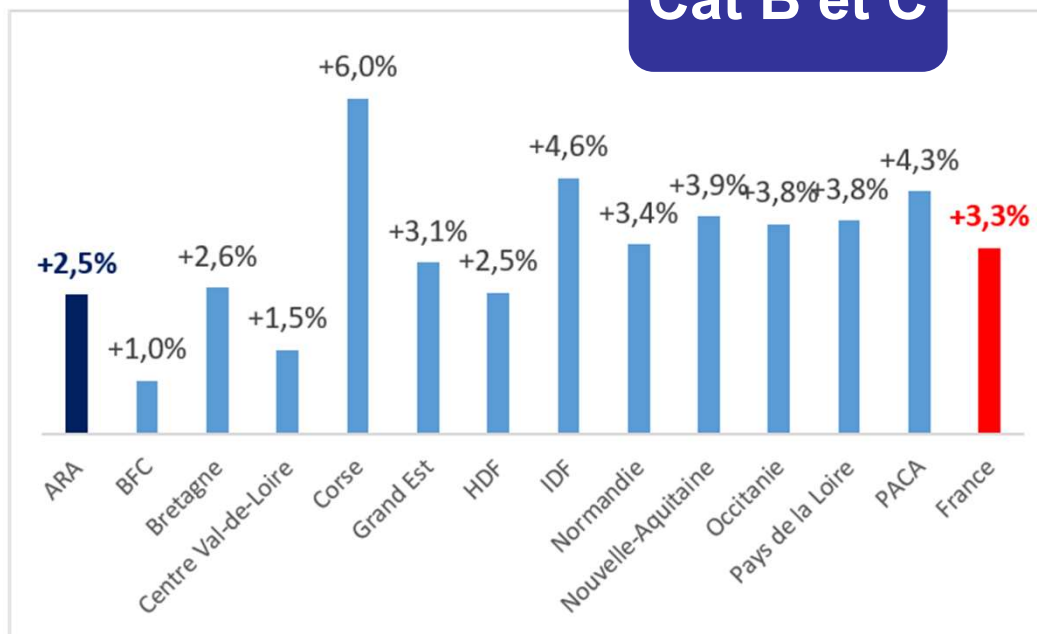


Évolution annuelle des DEFM par région

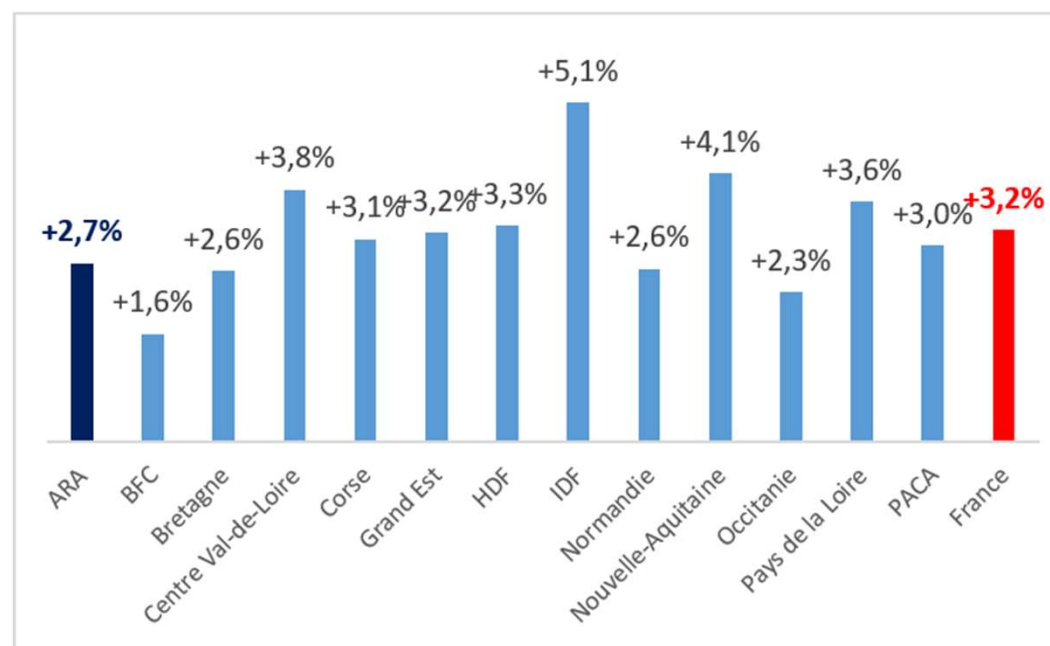
Cat A



Cat B et C



Cat ABC

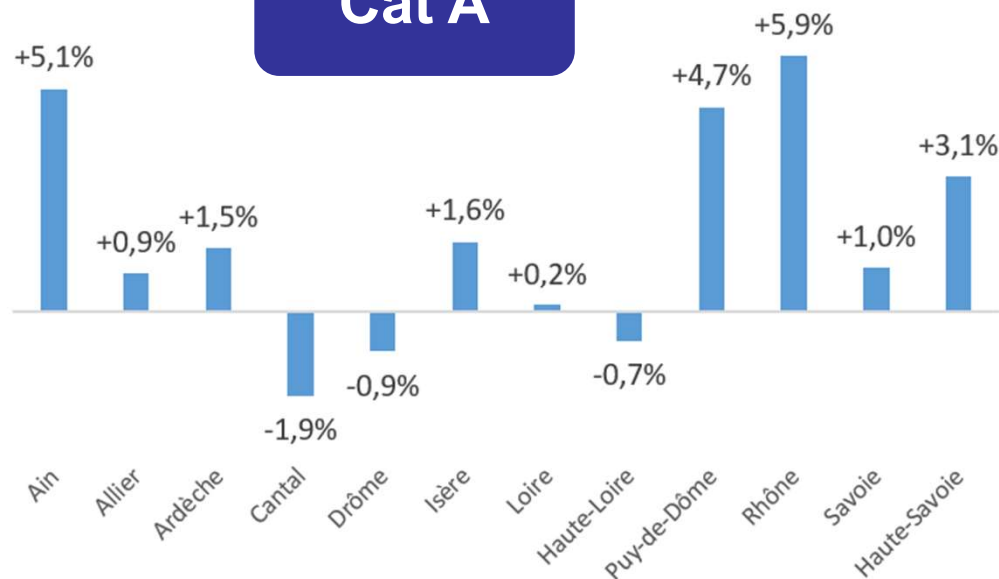


Données CVS –
Evolution entre le
2^{ème} trimestre 2025
et le 2^{ème} trimestre
2026

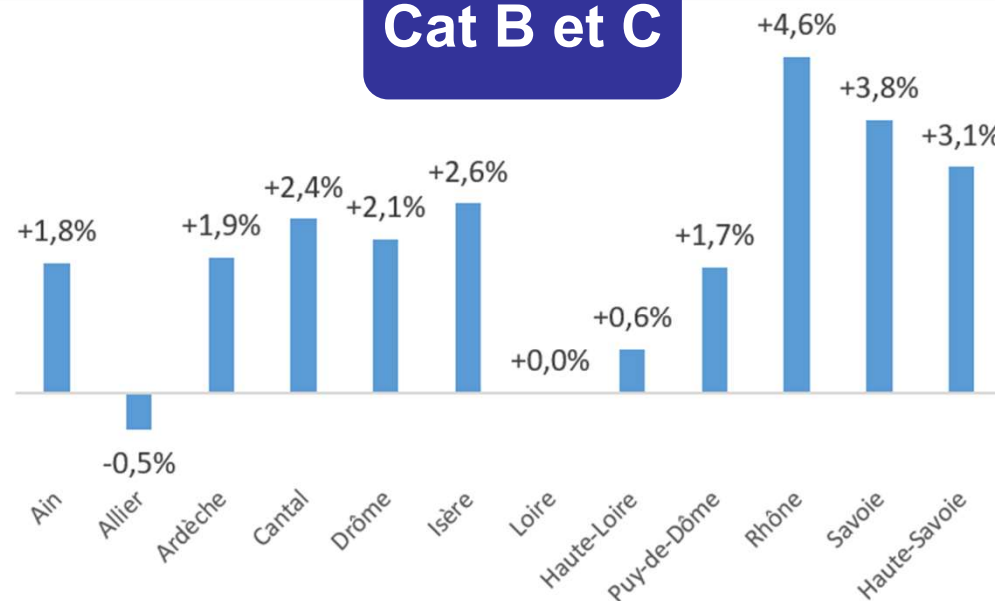


Évolution annuelle des DEFM par département

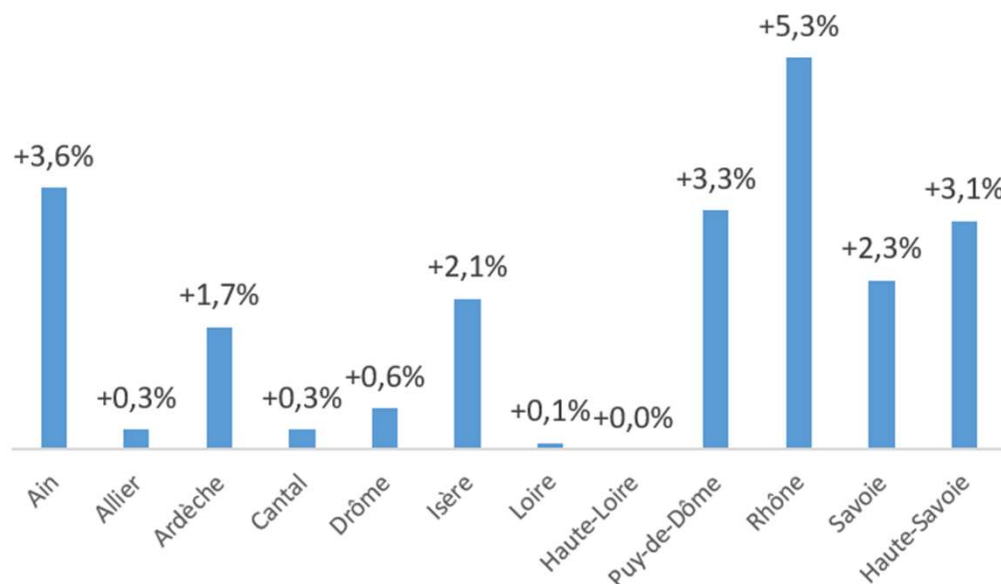
Cat A



Cat B et C



Cat ABC



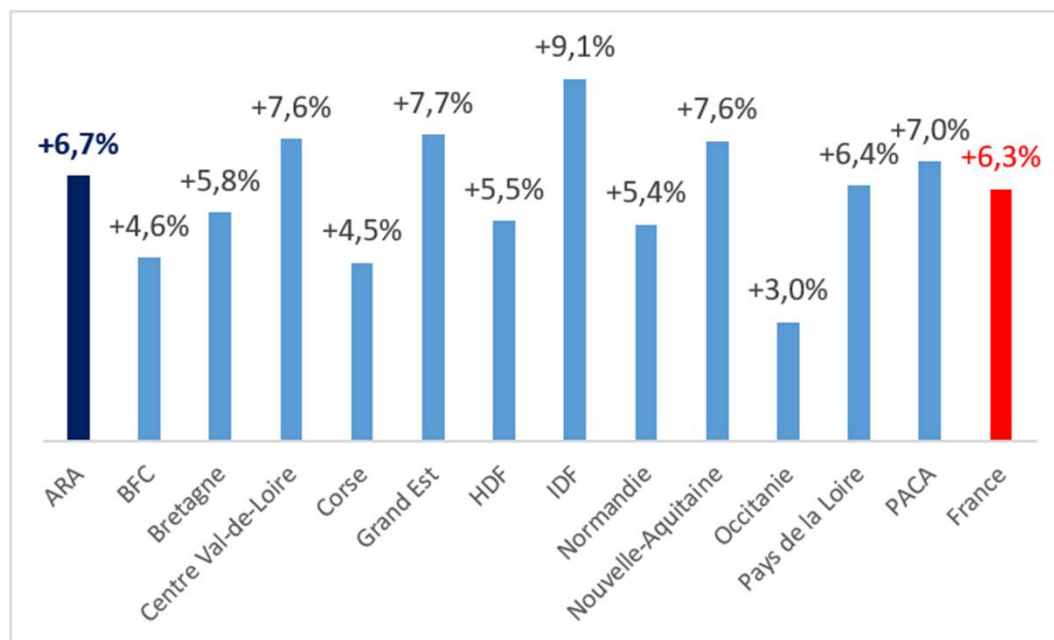
Données CVS –
Evolution entre le
2^{ème} trimestre 2025
et le 2^{ème} trimestre
2026



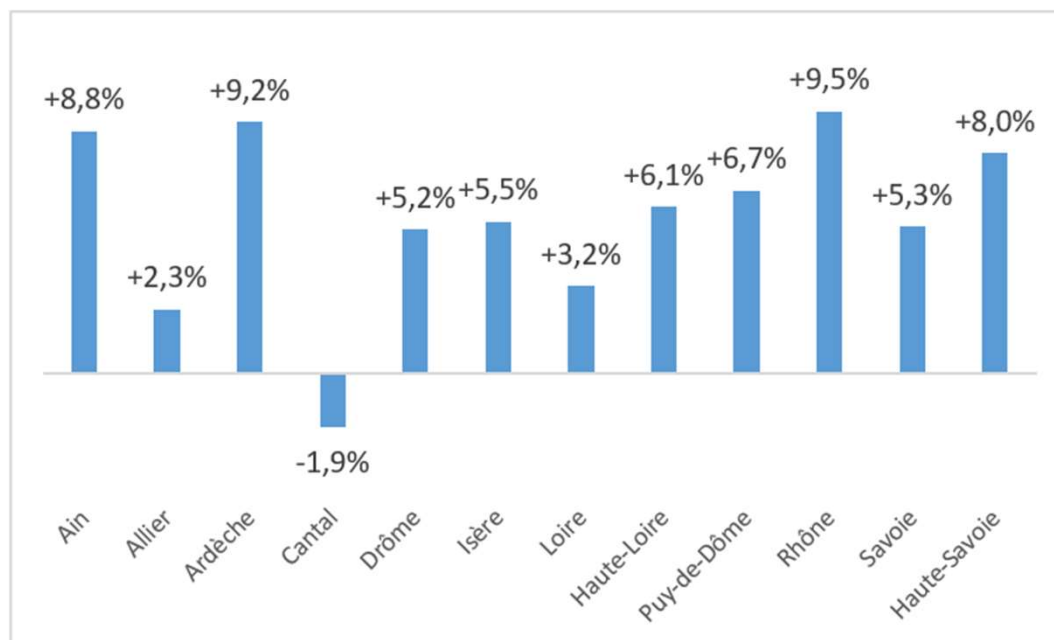
LA DEMANDE D'EMPLOI DES PUBLICS SPÉCIFIQUES



Evolution annuelle DEFM ABC – **JEUNES** (moins de 25 ans)



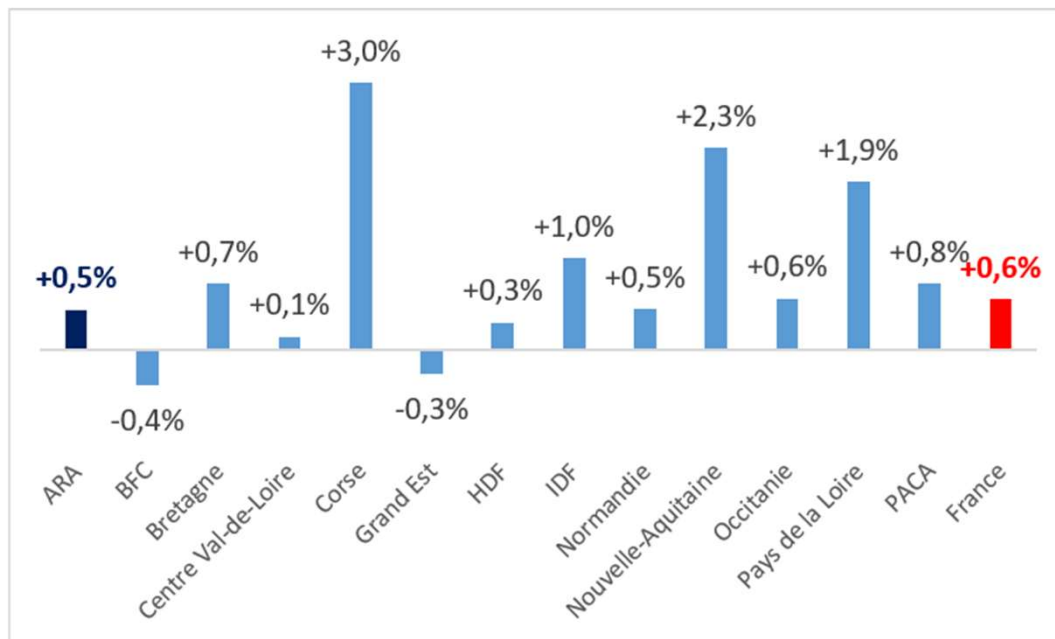
Par région



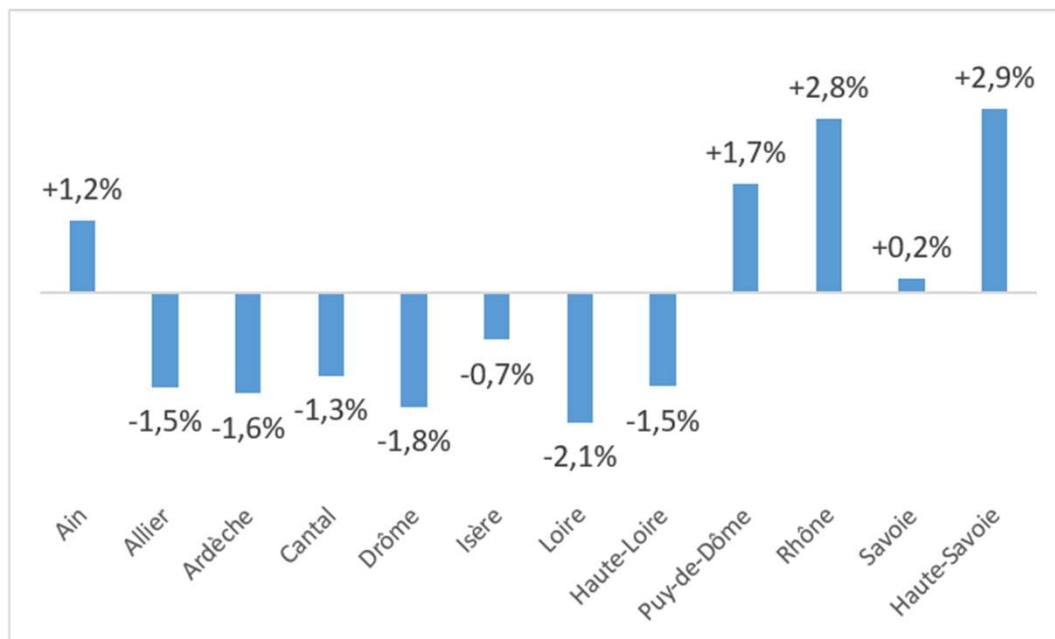
Par département



Evolution annuelle DEFM ABC – **SENIORS** (50 ans et plus)



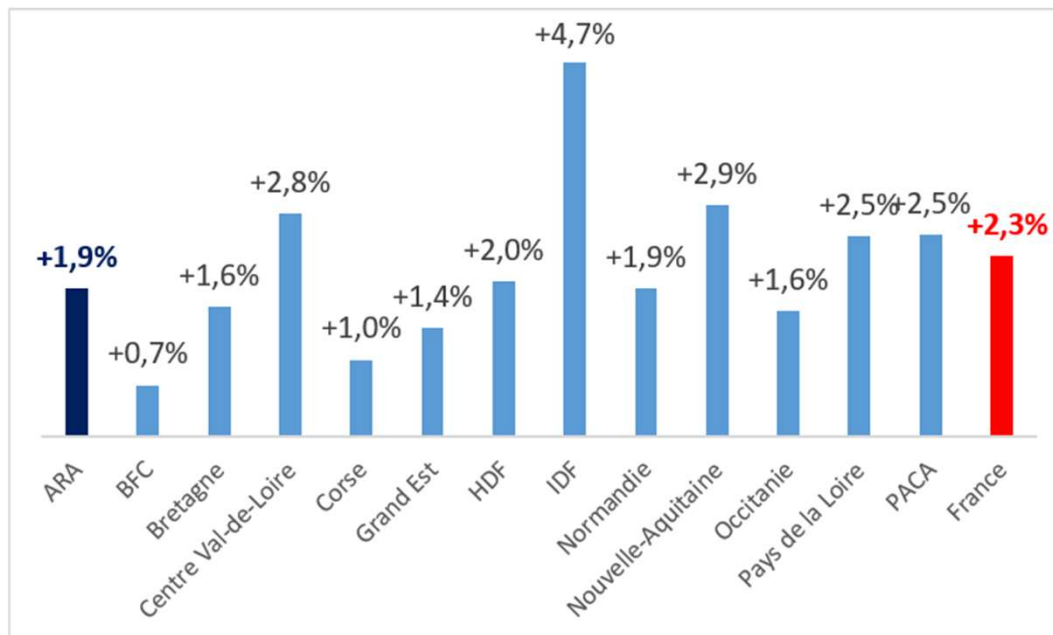
Par région



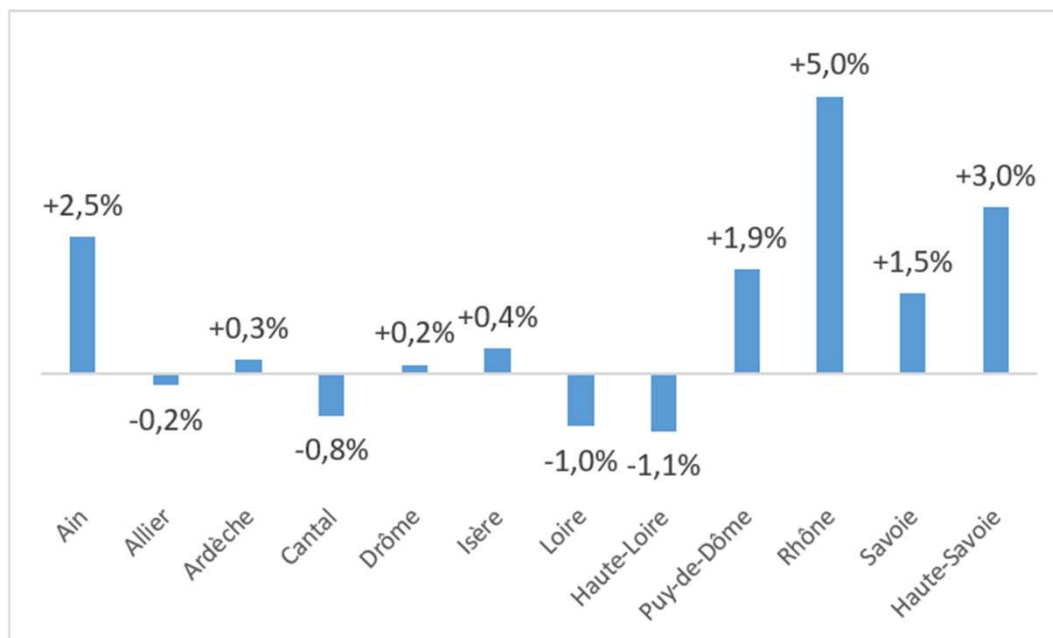
Par département



Evolution annuelle DEFM ABC - FEMMES



Par région

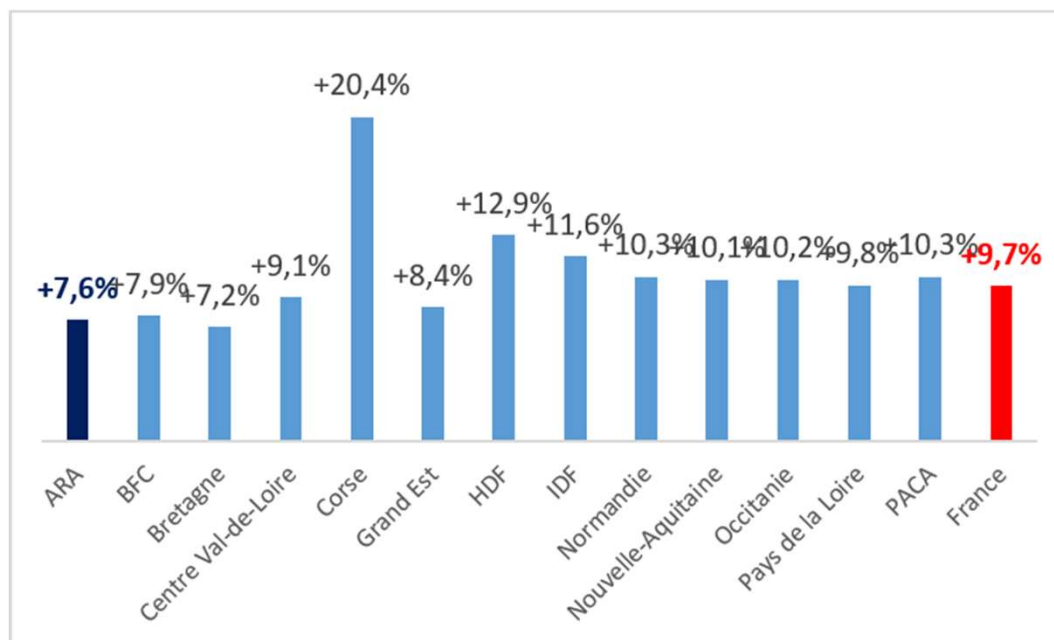


Par département

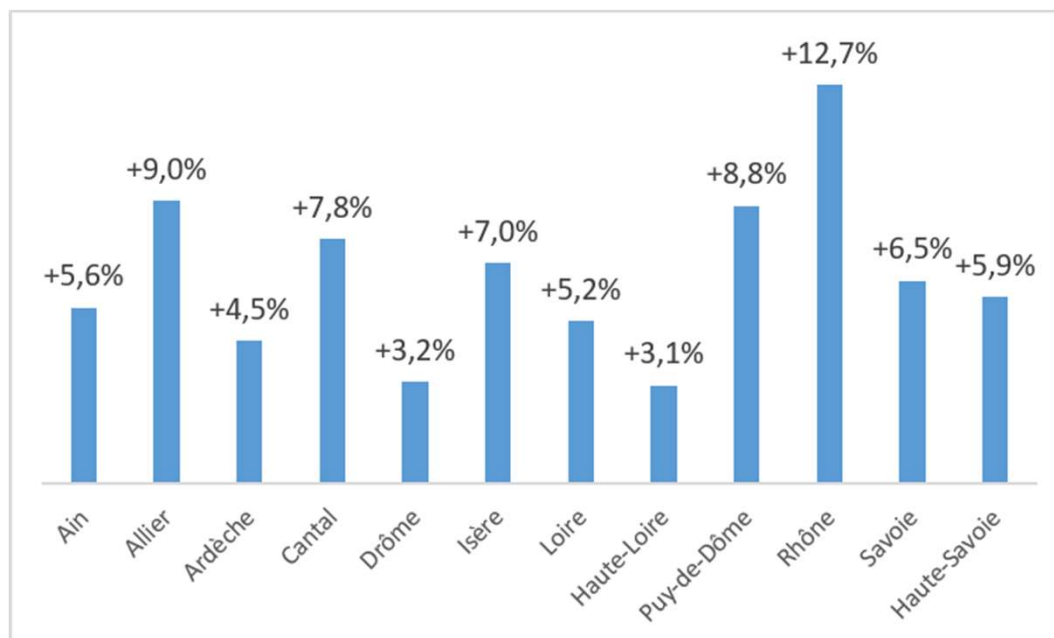


Evolution annuelle DEFM ABC – Chômeurs longue durée

Par région



Par département



Données CVS – Evolution entre le 2^{ème} trimestre 2025 et le 2^{ème} trimestre 2026



Carte d'identité du demandeur d'emploi inscrit en catégorie A en Auvergne-Rhône-Alpes (soit 327 521 à fin juin 2026)

- 15%** ont moins de 25 ans (*contre 15% au niveau national*)
- 26%** ont plus de 50 ans (*contre 26% au niveau national*)
- 49%** sont des femmes (*contre 49% au niveau national*)
- 49%** sont de niveau infra-Bac (*contre 51% au niveau national*)
- 10%** sont cadres (*contre 10% au niveau national*)
- 34%** déclarent accepter une mobilité géographique de plus de 30km (*contre 41% au niveau national*)
- 15%** bénéficient du RSA (*contre 20% au niveau national*)
- 17%** sont inscrits suite à une fin de CDD (*contre 16% au niveau national*)
- 37%** sont inscrits en continu depuis plus d'un an en catégories A, B ou C (*contre 40% au niveau national*)
- 27%** résident dans le département du Rhône



LE CHÔMAGE INDEMNISÉ



A fin septembre 2025, 354 550 demandeurs d'emploi indemnisés en Auvergne-Rhône-Alpes. Ainsi, 49% des demandeurs d'emploi (catégories ABCDE) sont indemnisés.

Le montant mensuel brut moyen du droit d'allocation chômage est de 1 390 €.

- 5% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 540 €.
- 25% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 930 €.
- 50% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 1 180 €.
- 75% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 1 590 €.
- 95% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 2 800 €.